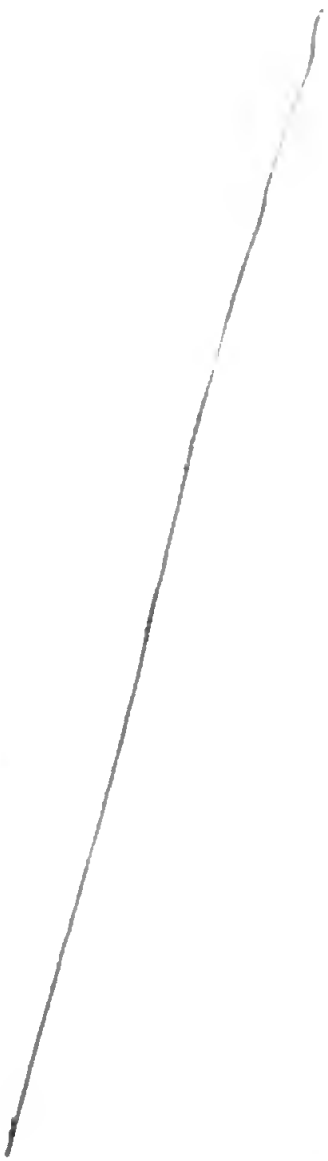
Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III
XXVI
F
85
NAPOLI

Google

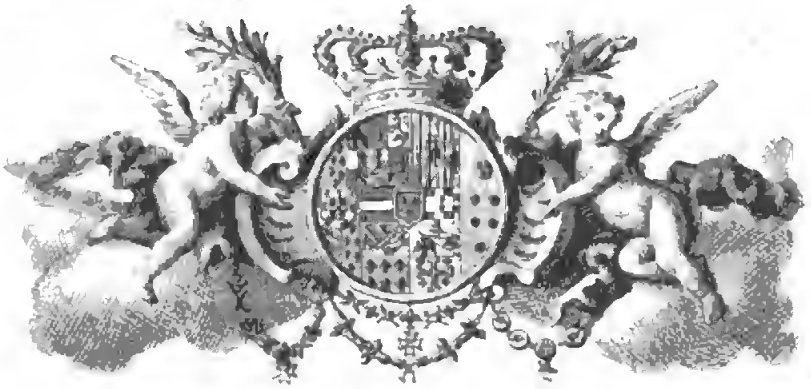
26785

Digitized by Google



Digitized by Google

TRATTATO
PERPETUO
DI
COMMERCIO E NAVIGAZIONE
CONCHIUSO TRA IL
RÈ NOSTRO SIGNORE
E LA
REPUBLICA DI OLANDA
DA'RESPETTIVI MINISTRI PLENIPOTENZIARJ
ALL'AJA IL DI' 27. DI AGOSTO 1753.
COLLE RATIFICHE DI
SUA MAESTÀ
E DELLI
STATI GENERALI DELLE PROVINCIE UNITE
Contracambiate parimente all'Aja nel dì 27. Novembre 1753.



IN NAPOLI MDCCLIV.
NELLA REGALE STAMPERI'A DI S.M.

TRAITÉ

De Commerce entre Sa Majeſté le Roi de deux Siciles, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies &c.

A MAJESTÉ LE ROI DES DEUX SICILES, & leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-bas ; etant egalement porteés à reſſerrer de plus en plus les liens d'amitié, & de bonne correſpondence, qui ſubſiſtent heureuſement entre Elles, & entre leurs Sujets de part & d'autre, & ayant jugé, que

que rien ne pourroit plus contribuer à cette fin, que la concluſion d'un Traité de Commerce, & de Navigation, à l'avantage mutuel des deux Nations, on eſt entré en Conference ſur ce ſujet, & aprés avoir murement deliberé la deſſus, il à êté convenú des Articles, & conditions, dont la teneur s'enſuit.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura deſormais entre Sa Majeſté, Ses Succeſſeurs les Rois des deux Siciles, & Ses Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies de l'autre, une Union ferme, etroite, & durable, & en conſequence les Sujets de Sa Majeſté, & ceux des Etats Generaux des Provinces Uniés, jouiront reciproquement, à l'egard du Commerce & de la Navigation, d'une ample & entiere liberté par tous les Royaumes, Etats, & Provinces de l'une & de l'autre, ſitués en Europe, & pour toutes ſortes de denrées & Mar-

Marchandiſes , dont le Commerce & le tranſport ne ſont pas generalement deffendus , tant aux Sujets , qu' aux Etrangers, par les Loix , & Ordonnances des Etats de leur Domination.

II.

EN conſequence les Sujets de part & d'autre , pourront librement frequenter avec leurs Marchandiſes , effets , & Navires , les Païs , Terres , Villes , Ports , Bayes , Rades , Côtes , & Rivieres de l' un & de l' autre Etat , y porter & vendre à toutes Perſonnes Nationales , oú etrangeres indiſtinctement , acheter , trafiquer , & tranſporter d' un lieú à un autre , toutes ſortes de Marchandiſes , dont l' entreé, oú ſortie , & tranſport , ne ſera pas defendu à tous Sujets des parties Contractantes , & à ceux de toute autre Nation, ſans autre obligation , que celle de payer une ſeule fois les droits d' entreé & ſortie, fixés par le Tarif , & d' en faire appa-

roir

roir par les acquits, qui leur ſeront delivrés à cette fin.

III.

LEs draps, & toutes autres Manufactures denreés, & Marchandiſes des Païs & Etats des Contractans de part & d'autre, ne payeront dans les Païs reciproques aucuns droits, charges, oú Peages Ulterieurs, oú plus hauts, que ceux, qu' on y paye des Draps, oú de toutes autres Manufactures, Effets, denrées, & Marchandiſes de la Nation la plus favorisée; & à cet effet on etablira, & obſervera dans le Tarif pour les Royaumes des deux Siciles, une exacte egalité des Droits, Charges, & Peages des Draps, & de toutes autres Manufactures, Effets, Denreés, & Marchandiſes, ſans diſtinction de Nation, Païs, & Places, à tous egards, & ainſi non ſeulement par rapport au reglement des Droits, mais auſſi par rapport à l'aune, meſures, poids, & eſtimation de la valeur.

Les

IV.

LEs Sujets & habitans de part & d'autre pourront par tout dans les Terres & Etats des deux Puiſſances ſe ſervir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, oú Solliciteurs, que bon leur ſemblera, qui ſeront à cet effet commis par les Juges ordinaires, lorſqu'il ſera beſoin, & que les dits Juges en ſeront requis.

V.

LEs dits Sujets ne ſeront point obligés de montrer oú faire voir leur regîtres, oú livres de Comptes à qui que ce ſoit, excepté le cas, que les parties, pour abreger les procedures, & menager les fraix, voudront bien eux mêmes s'en ſervir, & les preſenter en juſtice, aú lieu des autres Documens. Et en oútre les livres ſusdits ne pourront pas être ſaiſis, oú mis en garde, retenus, oú enlevés ſous aucun pretexte, quel qu'il puiſſe être. Il ſera auſſi per-

mis aux Sujets de part & d' autre, de tenir dans les lieux, oú ils feront leur demeure, leurs livres de Comptes, & correſpondence en langue, & caractere, que bon leur ſemblera; ſans, que pour ce ſujet ils puiſſent être inquiettés, ni recherchés; & ce qu' un des Contractans accorde à quelque autre Nation ſur ce point, ſera censé, être ici accordé aux Sujets de l' autre.

VI.

LEs Sujets de part & d' autre pourront, ſans qu' ils ayent beſoin de lettres de Naturaliſation, s' etablir en toute liberté dans toutes les Villes, & Places des Terres, & Etats des deux Puiſſances, pour y faire leur Commerce & Traficq, ſans pouvoir y acquerir par là aucun droit de bourgeoiſie, à moins, qu' ils ne euſſent obtenú des lettres de Naturaliſation en bonne forme, & ils ſeront generalement traités, en tout & par tout, auſſi favorablement, que

que les Sujets propres & naturels, & pourront par conſequent vendre, & aliener, comme bon leur ſemblera, leurs biens, & effets, ſans qu' ils puiſſent être ſujets aux taxes, qui pourroient être impoſeés à des Etrangers; bien entendú, que ſi les Sujets d'un des Etats ſusdits viennent à poſſeder, ſoit par achat, oú par heritage, quelques biens immeubles, tels biens ſeront ſujets aux loix & conſtitutions du Païs, oú ils ſeront ſitués, comme y ſont ſoumis ceux des propres Sujets, & de toutes autres Nations les plus favoriſeés.

VII.

LEs Sujets des Seigneurs Etats Generaux jouiront dans les Terres de Sa Majeſté d' une entiere liberté de conſcience & de Religion, ſans être inquiettés, ni moleſtés à ce ſujet; Ils ne ſeront non plus ſoumis à aucun Tribunal oú Juge Eccleſiaſtique quelconque à quelqu' occaſion, que ſe puiſſe être, pas même par rapport â la ſepultu-

re des Morts, oú autrement : Mais ils ſeront traités en tout ce, qui concerne leur conſcience, & l'exercice de leur Religion, dans les Royaumes de Sa Majeſté, de la même maniere, qu' ils ſont traités dans les Royaumes de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, & de Sa Majeſté le Roi de France ; & pour prevenir tous inconveniens, Sa Majeſté indiquera, dans l'eſpace de trois mois aprés la Signature de ce Traité, les endroits, oú les Sujets de la Republique ſeront enterrés : Les Sujets de Sa Majeſté Sicilienne ſeront traités par rapport à leur conſcience & l' exercice de leur Religion, dans les Terres des Seigneurs Etats Generaux, de la même maniere, que les Sujets de leurs Majeſtés les Rois d' Eſpagne, & de France.

VIII.

S' Il arrive, que pour quelques pretenſions legitimes contre les Sujets d'une des Parties Contractantes, oú contre ceux des autres

tres Nations etrangeres & etablies , les Sujets d' une des deux Parties Contractantes ſoient obligés d'avoir recours à la juſtice , les Tribunaux & Magiſtrats , oú ces affaires ſeront porteés , rendront prompte & breve juſtice , afin d' accelerer , & d' expedier les Voyages des Negociants , avec toute la diligence , qu' exige le Commerce , & qui que ce ſoit â la faveur des charges , privileges , & dignités , ne pourra ſe mettre àl' abri des pourſuittes & actions legitimement intenteés , ni obtenir aucuns delays prejudiciables â la partie adverſe dans les Royaumes oú Etats des deux Puiſſances Contractantes . Et ſi dans la ſuite on accorde à quelque autre Nation le droit d' avoir un Juge delegué , oú Jus-Conſervador , le même droit ſera accordè aux Sujets de la Republique.

IX.

IL ne pourra ſe faire aucune viſite dans les Maiſons , Magaſins , oú Boutiques des Negociants ,

gociants, & autres Sujets d'une des Puiſſances Contractantes, qui reſideront dans les Etats de l'autre, ſoux pretexte d'une Marchandiſe deja introduite, mais permiſe, de la quelle on ſuppoſeroit, qu' on n' eût pas payé les droits : ni ſur cette ſuppoſition, faire aucune recherche ; ſi ce n' eſt dans le cas, qu' on arrêtat la Marchandiſe aú moment même de l'introduction dans la Maiſon, ou Magazin ; aú quel cas, elle ſeroit ſujette à confiſcation, & le proprietaire ſeroit ſujet aux peines, aux quelles, ſvivant les loix de chaque Païs, & les reglements des Souverains reſpectifs, un Sujet Naturel, oú celui d' une autre Nation la plus favoriſeé ſeroit exposé. Mais lorſqu' on auroit ſoubçon, & des preuves bien fortes, qu' il y eut dans une Maiſon oú Magazin de la Marchandiſe prohibeé par les loix, & conſtitutions des Etats reſpectifs, on pourra en tout tems faire la viſite, à la quelle l' accusé pourra appeller le Conſul de sa Nation, pour aſſiſter à la Viſite ; le quel pourra ſeul ſervir de temoin,

moin , & ſans que , pour attendre le Conſul , on puiſſe retarder la viſite ; & etant preſent , ſans qu' il puiſſe en interrompre le cours , & y cauſer le moindre empechement ; & rencontrant des Marchandiſes prohibeés , le proprietaire ſera ſujet aux mêmes peines , aux quelles pour un ſemblable crime le ſeroit un propre Sujet. Toutes fois pourtant en quelques cas ſusdits , que ce ſoit , l' on ne pourra jamais toucher ſes livres , Ecritures , & lettres , ni non plus le rechercher pour telle cauſe en juſtice ; mais ſeulement , comme il eſt dit dans l' Article Cinquieme , lorſqu' il s'agira d'atteſter, pour eviter les procedures & la depenſe. Et en cas , qu' on ne trouve point de contrabande , il ſera non ſeulement libre à chacun , qui aura ſouffert quelque tort oú dommage , d' agir legalement , pour obtenir une juſte reparation & dedomagement : mais auſſi l' Accuſateur , oú Accuſateurs ſeront ſeverement chatiez des peines corporelles . Et ſi les propres Sujets dú Roi , oú de quelque autre Prince , Etats , Nations,

oú

où Villes fuſſent deja , où ſeroient ci-après traités plus favorablement à cet egard, les Sujets des dits Seigneurs Etats Generaux, ſeront traités de même.

X.

POur prevenir toutes ſortes de contrebande , & eviter , qu' on ne fraude les droits des Souverains reſpectifs , l' on eſt convenu , que la Viſite des batimens ſe fera dans les Etats reſpectifs de la maniere etablie par les loix des Etats reſpectifs , de façon , que les Sujets reſpectifs ne ſeront point ſoumis à des plus fortes obligations , que celles , aux quelles ſeront ſujets les propres naturels de chaque Païs, où les Nations les plus favoriſeés , par les loix des Etats reſpectifs , & par le reglement de leurs Souverains reſpectifs.

Et pour ce qui regarde les Manifeſtes des Marchandiſes , le tems de les preſenter , & la maniere qu' il faût les authentiſer ; auſſi bien , que pour ce qui regarde de mettre

à bord

à bord des Soldats ou Gardes , & generalement en tout ce qui a rapport aux precautions neceſſaires , tant pour veiller , qu' on ne debarque point de Marchandiſes furtivement , que pour prevenir les fraudes de Contrebande ; l' on obſervera de part & d'autre les loix de chaque Païs , & les reglements de leurs Souverains reſpectifs , qui ſe pratiquent à l'egard des propres Sujets naturels , & autres Nations les plus favoriſées.

XI.

IL ſera entierement libre à tous Capitaines , Marchands , & Maitres de Navire, & autres Sujets des Parties Contractantes de traiter leurs affaires , dans les Etats l'un de l'autre , par eux même , & d'en charger qui bon leur ſemblera ; & ils ne ſeront tenus de ſe ſervir d'aucun interprête , Courtier , Facteur , ni autres Perſonnes etablies à cet effet par authoritè publique , ni de leur payer aucun Salaire , pour declarer leur Navires.

XII.

Lorſqu' il arrivera quelque differens entre un Capitaine, ou Maitre de Navire, & ſes Matelots, dans les Ports de l' un ou de l' autre Etat, & qu' il ne puiſſe être appaisé par l'entremiſe dú Consúl, qui y reſide de la part de celles des Parties Contractantes, au Sujet de la quelle ce Vaiſſeaú appartient; le Magiſtrat dú lieu exigera ſeulement du Defendeur de donner au Demandeur sa declaration par ecrit, atteſteé par le Magiſtrat, par la quelle il promettrà de repondre dan sa Patrie ſur l'affaire, dont il s' agira, par devant un Juge competent, au moyen de quoi, il ne ſera pas permis aux Matelots, d' abbandonner le Vaiſſeau, ni d' apporter empechement aú Capitaine oú Maitre du Navire, dans la continuation de ſon voyage; & au cas, qu' il y eut quelques Matelots rebelles, le Magiſtrat aſſiſtera le Capitaine, ou Maitre de Navire, pour les mettre en priſon, a fin de les ranger à leur devoir.

On

XIII.

ON depechera reciproquement à la Douane, ou aux Bureaux, dans les Terres & Etats de part & d' autre egalement, & ſans aucune diſtinction, les Sujets de Sa Majeſté, & des Seigneurs Etats Generaux, auſſi-tôt, qu' il ſera poſſible, ſans leur cauſer aucun empêchement, ni retardement, quel qu' il puiſſe être.

XIV.

LEs Vaiſſeaux de Guerre de l' un & de l' autre Etat, trouveront toujours les Rades, Rivieres, Ports, & Haures libres & ouvertes, pour entrer, ſortir, & demeurer à l' ancre, tant qu' il leur ſera neceſſaire, ſans pouvoir être viſité : à la Charge neanmoins d'en uſer avec diſcretion, & de ne donner, par un ſejour trop long oú affecté, ni autrement, aucun ſujet de jalouſie aux Gouverneurs des dites Places, ou Ports, aux quels les Capitaines des dits

Navires feront ſavoir la cauſe de leur arrivé , & de leur ſejour.

XV.

LEs Vaiſſeaux de Guerre de Sa Majeſté Sicilienne , & des Siegneurs Etats Generaux , & ceux de leurs Sujets armés en Guerre , pourront librement entrer dans tous leurs Ports reſpectifs , & ils ſeront reçus comme Amis avec les Priſes , qu' ils auront faites ſur l' Ennemi , ſans être obligé aú payement d'aucunes droits , ſoit des Sieurs Amiraux , ou de l' Admirauté , ſoit des Douanes , ou aucuns autres ; ſans que les dits Vaiſſeaux , ni les dites Priſes , puiſſent être arretés , ni ſaiſies , ni que les Officiers des lieux puiſſent prendre connoiſſance de la validité des dites priſes , les quelles devront ſortir , & pourront être conduites en toute liberté aux lieux portés par leurs Commiſſions , dont les Capitaines des dits Vaiſſeaux ſeront tenus de faire apparoir.

En

XVI.

EN outre Sa Majeſté, & les Seigneurs Etats Generaux, ne permettront point, qu' aucun Vaiſſeau de Guerre, ni autre equipé par Commiſſion, & pour le Service d' aucun Prince, Republique, ou Ville que ce ſoit, vienne faire aucune priſe dans les Ports, Rades, ou Rivieres, qui leur appartiennent, ſur les Sujets de l' un ou de l'autre; & en cas, que cela arrive, les Parties Contractantes employeront de part & d' autre leur authorité, & leurs forces, pour en faire la reſtitution & reparation convenable.

XVII.

LEs Navires chargés des Sujets de l' une des Parties Contractantes, paſſant devant les Côtes de l' autre, & relachant dans les Rades ou Ports par tempête, ou autrement, ne ſeront pas contraints d' y decharger ni debiter leurs Marchandiſes,

ou

ou partie d'icelles, ni tenu d'y payer aucuns droits, ſi non lors qu'ils y dechargeront des Marchandiſes volontairement, & de leur gré. Au quel cas ils ne ſeront point obligés de payer aucun autre droit, que des Marchandiſes, qu'ils auront effectivement debarqués & vendus.

XVIII.

LEs Maitres des Navires, leurs Pilottes, Officiers, Soldats, Matelots, & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les denrées & Marchandiſes, dont ils ſont chargés, ne pourront être ſaiſis, ou arrêtés, en vertu d'aucun ordre general ou particulier, de qui que ce ſoit, ou pour quelque cauſe ou occaſion, que ce puiſſe être, non pas même ſous pretexte de la conſervation & defenſe de l'Etat, & generalement rien ne pourra être pris aux Sujets de Part & d'autre, que dú conſentement de ceux, à qui les denrées, & effets, ou Marchandiſes appartiendront,

& en

& en les payant : en quoi toute fois on n' entend comprendre les ſaiſies & arrêts, qui pourroient être faits par ordre, & authorité de la juſtice, & par les voyes ordinaires, pour loyales dettes, Contrats, & autres cauſes legitimes ; pour raiſon des quelles il ſera procedé par voye de droit, ſelon la forme de la juſtice. Ne pourront auſſi les particuliers Sujets des Parties Contractantes être mis en action ou arrêts en leur perſonnes & bieus, pour aucune choſe, que Sa Majeſté ou les Seigneurs Etats Generaux peuvent devoir.

XIX.

LEs Sujets & habitans des Parties Contractantes pourront en toute ſureté & liberté, ſoit en partant de leur Ports, Royaumes, ou Provinces, ou des Ports & des Royaumes des autres Etats ou Princes, naviguer avec leur Vaiſſeaux, & trafiquer avec leurs Marchandiſes, quels qu' en puiſſent être les proprietaires, vers les Places

ces de leurs Ennemis declarés, ou qui pourroient le devenir, tant des deux Parties Contractantes, que de l'une d'entre Elles: Pourront auſſi les mêmes Sujets & habitans avec la même liberté & ſureté naviguer avec leurs Vaiſſeaux, & trafiquer avec leurs Marchandiſes, quels qu'en puiſſent être les proprietaires, des lieux, Ports, & Rades des Ennemis de l'une & de l'autre des dites Parties, ou de l'une des deux en particulier, ſans trouble, ni empechement de qui que ce ſoit, non ſeulement à droiture des dites Places Ennemies, mais auſſi d'une Place Ennemie à l'autre; ſoit quelles ſe trouvent ſituées dans la juridiction d'un même Souverain, ou dans celle de divers Souverains.

XX.

CEs Tranſports & Trafiqs s'etendront à tout ſortes de Marchandiſes, à l'exception de celles de Contrebande.

En

XXI.

EN ce genre de Marchandiſes de Contrebande ſeront ſeulement compriſes toutes ſortes d'armes, & autres aſſortimens d'icelles, comme Canons, Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Cercles Poiſsés, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre, Mêches, Salpêtre, Balles, Piques, Epeés, Morions, Caſques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelins, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de piſtolets, Baúdriers, & autres aſſortimens ſervants aux uſages de la Guerre.

XXII.

NE ſeront compris dans le genre de Marchandiſes de Contrebande les Froments, Bleds, & autres grains, legumes, huilles, Vins, Sels, & generalement tout ce, qui appartient à la noúrritúre & ſuſtentation de la vie; mais demeureront libres, comme toutes autres Marchandiſes & denreés

non compriſes dans l'Article precedent ; & le tranſport en ſera permis même aux lieux Ennemis d'une des Parties Contractantes, excepté aux Villes & Places aſſiegeés, bloqueés, ou inveſties ; & pour lever tout doute à ce ſujet, nuls Ports, ou Villes ne ſeront tenus pour aſſiegés ou bloqués, que ceux, ou celles, qui ſeront inveſties par Mer, au moins par ſix Vaiſſeaux de Guerre, à la diſtance d'un peu au-delá de la porteé du Canon de la Place, & en même tems par Terre, par des Batteries eleveés, & autres ouvrages ; qu'on ne puiſſe entrer dans les dits Ports & Villes ſans paſſer ſous le Canon des Aſſiegeans.

XXIII.

IL a été convenu entre les Parties Contractantes, que l'execution de ce que deſſus, ſe fera de la maniere ſuivante, ſavoir, que les Navires & Barques, avec les Marchandiſes des Sujets d'une des Parties Contractantes, etant entrés dans quelques Ports

Ports ou havres de l'autre, & voulant paſſer de là à ceux des Ennemis, ſeront ſeulement obligés de montrer aux Officiers des Havres de cette derniere, d'ou ils partiront, leur Paſſeports, contenant la ſpecification de la charge de leur Navire, atteſteé & marqueé du Sceël & ſeing ordinaire reconnú des Officiers de l'Ammirauté des lieux, d'ou ils ſeront premierement partis, avec la declaration du lieu, pour le quel ils ſeront deſtinés; le tout en la forme ordinaire & accoútumeé; Apres la quelle exhibition de leurs Paſſeports, dans la forme ſuſdite, ils ne pourront être inquiettés, recherchés, ni detenus, ni retardés ſous quelque pretexte que ce ſoit; bien entendu pourtant, que ſi les dits Batimens, apres être partis de leurs Ports, dans leur route prenoit port dans un autre, & qu'il y chargeat quelques Marchandiſes, le Capitaine & Maitre des Batimens ſeront obligés egalement à preſenter le Manifeſt, & les expeditions des Marchandiſes, qu'ils auront embarqueés, de la même maniere,

qu' ils le doivent preſentér venants à droiture dans les Ports de l' un & de l' autre Etat, & dans le tems, & de la façon, que dans chaque Etat reſpectif ſe pratique.

XXIV.

LEs Vaiſſeaux & Batimens des Sujets de l' une des Parties Contractantes, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeïſſance de l'autre Partie, ſans vouloir entrer dans le havre, ou qui y entreront, ſans vouloir y debarquer ou rompre leurs Charges, ne pourront être obligés de rendre compte de leur cargaiſon, qu' au cas qu' il y eut ſoubçon, qu' ils portaſſent aux Ennemis des parties des Marchandiſes de Contrebande, comme il a été dit ci-deſsús.

XXV.

ET au dit cas de ſoupçon apparent, les dits Sujets ſeront obligés de montrer dans

dans les Ports leurs Paſſeports en la forme ci-deſſus ſpecifieé.

XXVI.

SI quelques Vaiſſeaux ou Batimens des Sujets des Parties Contractantes, etoient rencontrés dans les Rades, ou en pleine Mer, par des Vaiſſeaux de Guerre de l' autre Partie, ou par des Vaiſſeaux armés en courſe par ſes Sujets, ceux ci, pour eviter tout deſordre, n'aprocheront pas plus près des premiers, que de la porteé du Canon, & il ſera ſeulement permis dans le premier cas, aux Officiers du Port le plus voiſin de la Rade, & dans le ſecond, aux Capitaines des dits Vaiſſeaux de Guerre, ou armés en courſe, d' envoyer une petite Barque ou Chaloupe à bord des Vaiſſeaux premiers nommés, & d' y faire entrer deux ou trois hommes ſeulement, aux quels ſeront montrés les Paſſeports ou lettres de Mer, par le Maitre ou Patron des Vaiſſeaux premiers nommés, de la maniere ci-

deſſus

deſſus ſpecifieé. , ſuivant le Formulaire des lettres de Mer inſeré à la fin de ce Traité , par les quels Paſſeports & lettres de Mer il puiſſe apparoir , non ſeulement de la Charge , du lieu , mais auſſi de la demeure & reſidence , tant du Maitre ou Patron , que du Navire même , afin que par ces deux moyens on puiſſe connoitre , s' ils portent des Marchandiſes de Contrebande , & qu' il apparoiſſe ſuffiſamment , tant de la qualité du dit Navire , que de ſon Maitre & Patron : aux quels Paſſeports & lettres de Mer entiere foi & creance devra être donneé ; & afin , que l' on connoiſſe mieux la validité des dites lettres de Mer , & qu' elles ne puiſſent en aucune maniere être falſifiés & contrefaites , il ſera donné certaines marques & contreſeings de Sa Majeſté , & des dits Seigneurs Etats Generaux.

Et

XXVII.

ET en cas qu' il ſe trouve dans les Vaiſſeaux ou Batimens des Sujets d' une des Parties Contractantes, deſtinés vers les Havres des Ennemis de l' autre, quelques Marchandiſes de celles, qui ſont ci-deſſus declareés de Contrebande, & defenduës; elles ſeront dechargées, denonceés, & confiſqueés par devant les Juges de l' Amirauté, ou autre Juge competent, ſans que pour cela le Batiment, ou autres biens, Marchandiſes, & denreés libres & permiſes, puiſſent être en aucune façon ſaiſies, ni confiſqueés.

XXVIII.

IL a été en outre convenu, que tout ce qui ſe trouvera charge par les Sujets d' une des Parties Contractantes, dans un Batiment des Ennemis de l' autre, quand même ce ne ſeroit pas des Marchandiſes de Contrebande, ſera confiſqué, avec tout ce qui

qui ſera chargé dans le dit Batiment, ſans exception, ni reſerve : mais que tout ce qui ſera dans les Batimens appartenants aux Sujets de l'une des Parties Contractantes, quoi que la charge fut en tout ou en partie aux Ennemis de l'autre, demeurera libre, ſauf les Marchandiſes de Contrebande : à l'egard des quelles on ſuivra ce qui a été reglé par les Articles precedents ; & pour plus grand eclairciſſement de cet Article, il a été convenu de plus, qu' au cas, que toutes les deux, ou bien l'une des Parties Contractantes, fuſſent engageés en Guerre, les biens ou effets appartenants aux Sujets de l'autre Partie, & chargés dans les Navires de la Nation devenuë Ennemie de toútes les deúx, ou de l'une des Parties, ne pourront pas être confiſqueés, à raiſon, ou ſous pretexte de tel embarquement dans le Navire Ennemi; ce qui s' obſervera non ſeulement, quand les biens, ou Marchandiſes y auront été chargeés avant la declaration de la Guerre, mais même quand ils auront été chargeés

geés apres la dite declaration, pourvú que le Chargement ait été fait dans le tems, ou les termes qui ſuivent : ſavoir s' il a été fait dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Terreneuſe en Norveguc, juſqu' au bout de la Manche, dans l'eſpace de quatre Semaines, ou dúbout de la dite Manche, juſqu' au Cap S. Vincent, dans l'eſpace de ſix Semaines, & delá dans la Mer Mediteraneé, & juſqu'à la Ligne, dans l' eſpace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & dans tous les autres endroits du Monde, dans l'eſpace de huit mois, à compter de la publication de la Guerre, dans la quelle les deux Parties, ou l'une d'elles, ſeront engageés, tellement que les Marchandiſes & biens des dits Sujets chargeés dans ces Navires Ennemis, ne pourront pas être confiſqués pendant le terme, & dans les etenduës mentioneés ci-deſſus, pour avoir été trouveés dans les dits Navires : & qu' au contraire, ils ſeront reſtitués aux Proprietaires ſans aucun delay, à moins, qu' ils n'ayent été chargés après l' expiration des

dits termes ; & neanmoins , il ne ſera pas permis de tranſporter vers les Ports Ennemis , les Marchandiſes & effets declarés cideſſus de Contrebande , que l'on pourroit trouver chargés dans un tel Navire Ennemi , quoi qu'ils fuſſent rendús par la ſuſdite raiſon , & comme il a été reglé ci-deſſus , qu'un Navire libre affranchira les Marchandiſes , qui y ſeront chargeés .

Il a pareillement êté convenû , que cette liberté s'etendra auſſi aux Perſonnes , qui ſe trouveront dans un Navire libre , en ſorte que , quoi qu'elles fuſſent Ennemies de l'une & de l'autre des Parties , ou de l'une d'Elles , il ſuffiroit qu'Elles ſe trouvaſſent dans le Navire libre , pour quelles ne puiſſent en êtres tireés , à moins , que ce ne fuſſent des Gens de Guerre au ſervice des dits Ennemis .

L'on ne doit point entendre , que cette liberté regarde les Sujets d'une des Parties Contractantes , qui pour fuir les pourſuites de la Juſtice , vouluſſent ſe refugier dans un des Batimens de l'autre , ſoit dans les Rades ,

des, ou dans les Ports, puiſque le ſusdit batiment ne doit en aucune façon ſervir d'azile aux ſuſdits Sujets fugitifs, leſquels, à la premiere requiſition, les Capitaines & Maitres de Navires devront de bonne foi reſtituer.

XXIX.

ET pour aſſurer d'avantage les Sujets des deux Parties, qu'il ne leur ſera fait aucune violence, il ſera fait defenſe à tous Capitaines de leurs Vaiſſeaux de Guerre, Armateurs, & autres Sujets, de moleſter ou endommager, en quelque choſe que ce ſoit, les dits Sujets, à peine d'être tenus en leurs Perſonnes & biens, des dommages & interêts ſoufferts & à ſouffrir, juſques à la dite reſtitution & reparation.

XXX.

POur cet effet, chacun des Capitaines & Armateurs ſeront obligés de donner,

avant leur depart , caution bonne & ſolvable , par devant les Juges competens , de la ſomme de quinze Mille livres Tournois , pour repondre chacun d' eux ſolidairement des Malverſations , qu' ils pourroient commettre dans leurs courſes & dans leurs Voyages , & des contraventions de leurs Capitaines & Officiers , au preſent Traité , & aux Ordonnances & Edits , qui ſeront publiés par les Parties , en vertu & en conformité d' icelui , à peine de décheance & nullité des dites Commiſſions.

XXXI.

S' Il arrivoit , qu' aucun des dits Capitaines d' une des Parties fit priſe d' un Navire des Sujets de l' autre chargé des effets , ou de Marchandiſes de contrabande , ci-deſſus mentionneés , il ne ſera pas permis au dit Capitaine de faire ouvrir ni rompre les Coffres , Males , Balles , Bougettes , Tonneaux , & Caiſſes , ou les tranſporter , vendre , ou echanger , ou au-

autrement aliener, ſans qu' ils auront été debarqués & portés à Terre, dans les Païs & Etats de Sa Majeſté le Roi des deux Siciles, en preſence des Juges competans; & en ceux des Seigneurs Etats Generaux, des Juges de l'Amirauté, & qu' il n' ait par eux été fait inventaire des dites Marchandiſes trouveés dans le dit Navire, à moins, que les dittes Marchandiſes trouveés dans le dit Navire, â moins que les dittes Marchandiſes de Contrebande, ne faiſant qu' une partie de la charge, le Maitre ou Patron du Navire, trouvat bon & conſentit de livrer au dit Capitaine les dites Marchandiſes de Contrebande, à fin de pourſuivre ſon voyage, au quel cas, le dit Maitre ou Patron ne pourra nullement êtve empeché de continuer sa route.

XXXII.

EN conſequence de l'egalité du Traitement ſtipulé par les Articles precedents pour les Sujets de part & d'autre, & par une ſuite

ſuite de la liberté de navigation pareillement ſtipulé dans les precedens Articles, les Navires des Sujets des deux Parties ne pourront être aſſujettis, pour quelque cauſe, ou ſous quelque pretexte, que ce puiſſe être, aux reglements generaux ou particuliers, que l'une des Parties pourroit faire, pour les Navires de leurs propres Sujets, ſoit pour regler la grandeur, l'armement, la force, & les Equipages des Navires deſtinés à certains voyages, ou pour quel qu'autre motif ſemblable, en ſorte que les Navires des Sujets d'une des deux Parties pourront partir des Ports de l'autre, pour quelque Païs que ce ſoit, & dans tout tems, avec une egale liberté.

XXXIII.

DE plus, chacune des deux Parties Contractantes, pour traitter les Sujets de l'autre, auſſi favorablement que les ſiens, donnera tous les ordres neceſſaires, pour faire, que les jugements & arrêts, qui ſe-

ront

ront rendus ſur les priſes, qui auront été faites en Mer, ſoient donnés dans les Terres & Etats de Sa Majeſté avec toute juſtice & equité par les Juges competens; & dans les Terres & Etats des Seigneurs Etats Generaux par les Juges de l' Amirauté, & les dites Parties donneront les ordres precis & efficaces, afin que tous les arrêts, jugemens, & ordres de Juſtice deja donnés, ou à donner, ſoient promptement, & duëment executés, ſelon leur forme.

XXXIV.

ET lorſque l'Ambaſſadeur, ou quelqu'autre Miniſtre public, & en ſon abſence, le Conſul d' une des Parties, qui ſe trouve aupres de l'autre, fera plainte des jugemens, auront êté rendus dans les cauſes mentionneés dans l'article precedent, on fera revoir les dits jugemens, de la maniere & ſur le pied, que cela ſe pratique, lors qu' on accorde les reviſions dans les Terres & Etats des deux Parties; & pour

& pour qu' il y ſoit pourvû dans un terme raiſonnable, cela devra être fait dans le terme de trois mois, tout au plus, & neanmoins, ni avant, ni aprés le premier jugement, pendant la reviſion, les biens & effets, qui ſeront reclamés, ne pourront etre vendus, ſi ce n' eſt du conſentement des Parties intereſſeés, pour eviter le deperiſſement des dites Marchandiſes.

XXXV.

QUand un Proces ſera mú en la premiere ou ſeconde inſtance, entre ceux, qui auront fait des priſes, & les intereſſés en icelles, & que les dits intereſſés viendront à obtenir un jugement ou arrêt favorable, le dit jugement ou arrêt aura ſon execution ſous caution, non obſtant l' appel de celui, qui aura fait la priſe, mais non au contraire.

Les

XXXVI.

LEs Sujets d' une des Parties ne pourront prendre aucune Commiſſion pour des Armemens particuliers, ou lettres de repreſailles des Princes, Terres, & Etats, qui pourroient devenir Ennemis de l'autre Partie; ni troubler, ou endommager d'aucune maniere ſes Sujets, en vertu de pareilles commiſſions, ou lettres de repreſailles; ni même s'en ſervir en Courſe, à peine d'être pourſuivis & chatiés, comme Pirates: & ſeront à cette fin, toutes les fois que cela ſera requis de part & d' autre, dans les Terres & Etats de l' obeiſſance des Parties, publiés & renouvellés des placcards defendants très expreſſement de ſe ſervir en aucune maniere de pareilles Commiſſions ou lettres de repreſailles, ſous la peine ſuſmentionneé, qui ſera executeé ſeverement contre les contrevenants; outre la reſtitution entiere, de la quelle ils ſeront tenus envers ceux, aux-quels ils auroient causé du dommage: & il ne pourra pas

être ci-après donné par aucune des Parties des lettres de repreſailles au prejudice des Sujets de l'autre ; ſi ce n'eſt ſeulement en cas de manifeſte deni de juſtice, le quel ne pourra pas être tenû pour verifié, ſi la Requête de celui, qui demande les dites repreſailles, n'eſt communiqueé au Miniſtre, ou en ſon abſence au Conſul, qui ſe trouvera ſur les lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets du quel elles ſeront demandeés ; & afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il ſe peut, il puiſſe s'informer du contraire, on procurera l'accompliſſement de juſtice, qui ſera duë.

XXXVII.

S'Il arrive, que des Vaiſſeaux de Guerre ou Marchands d'une des Parties echouent par tempête, ou autre accident, ſur les Cotes de l'autre, dans les Royaumes des deux Siciles, le Conſul ou Vice Conſul, qui reſide ſur les lieux, ou dans la Place la plus voiſine, aura ſoin de faire ſauver le

le Vaiſſeaú & ſes effets , conformement à l'uſage ancien & general ; & dans les Terres & Etats des Seigneurs Etats Generaux , cela ſe fera par les Perſonnes , à qui ce ſoin y eſt confié : & les dits Vaiſſeaux , apparaux , biens , & Marchandiſes , même le provenu des effets ſauvés , & qui auroient êté vendus , pour en empecher le deperiſſement , & generalement toút ce qui ſera ſauvé , ſera reſtitué ſans forme de Proces ; pourvû que la reclamation en ſoit faite dans l'an & jour , par les Proprietaires ou autres ayant charge ou pouvoir d'eux ; ſans payer pour cela aucun droits au Fiſc de Portulani , ou à qui que ce puiſſe être , & en payant ſeulement les fraix raiſonables , & ce qui ſera reglé entre les dites Parties pour droit de ſauvement , ſans que ſous pretexte de pretendus droits de quelques Seigneurs particuliers , ou des habitans de quelques lieúx de l'un ou de l'autre Etat , il puiſſe d'ailleurs être rien retenu des dits Vaiſſeaux ; & en cas de contravention au preſent Article , les Par-

ties promettent d'employer efficacement leurs authorités, pour faire chatier avec toute la ſeverité poſſible ceux qui ſe trouveroient coupables de quelques deſordres ſur ce point. Et ſi les effets ſauvés dú Navfrage ont été tranſportés hors d'un Païs, qui n'eſt point de l'obeïſſance de celle des Parties, dans les Terres ou Etats de la quelle le dit Naufrage eſt arrivé, & que le Maitre ou Patron du Vaiſſeau echoué veuille fair tranſporter ces effets de là dans des Païs ſitués hors des dits Etats; on ne payera aucun droit ou charge des effets; mais ſi le dit Maitre ou Patron trouvoit à propos d'y vendre les dits effets, on en devra payer les droits, qui en ſont dûs, en rabbattant le dommage & deperiſſement, qui y eſt arrivé; mais ſi ces effets ont été chargés dans les Terres de celles de Parties, ſur les Côtes de la quelle ils ont echoué, on reſtituera les droits de ſortie, qui en ont été payés, au cas que les intereſſés trouvaſſent à propos de ne le pas faire ſortir, mais de les y laiſſer ou vendre.

Les

XXXVIII.

LEs Parties Contractantes ne recevront dans les Païs de leur obeïſſance aucuns Pirates ou Forbans, quels qu' ils puiſſent être, mais ils les feront pourſuivre, punir, & chaſſer de leurs Ports, & les Navires depredés, de même que les biens pris par les dits Pirates ou Forbans, les quels ſe trouveront en nature, ſeront incontinent & ſans forme de Procès, reſtitués franchement aux Proprietaires, qui les reclameront.

XXXIX.

LEs Sujets des Parties contractantes pourront dans les Païs & Etats de l' une & de l' autre diſpoſer de leurs biens par Teſtament, donation, ou autrement, & leurs heritiers Sujets de l' une des Parties, demeurant dans les Terres de l' autre, ou bien ailleurs, pourront receuillir leur ſucceſſion même ab inteſtat, ſoit par eux mêmes, ſoit par leur Procureur ou Mandataire,

taire , quoi qu' ils n' ayent obtenu aucune lettre de Naturaliſation , ſans que l' effet de cette commiſſion puiſſe leur être conteſté , ſous pretexte de quelques droits ou prerogatives des Provinces , Villes , ou Perſonnes priveés. Et ſi les Heritiers , aux quels les Succeſſions ſeront echoueés , etoient en age de minorité , leur Tuteurs ou Curateurs etablis par les Juges du Domicile des dits Mineurs , pourront regir , gouverner , adminiſtrer , vendre , & aliener les biens , aux quels les dits Mineurs auront ſuccedé , & generalement exercer à l' egard des dites Succeſſions & biens , tous les droits & fonctions , qui appartiennent aux Túteúrs & Curateurs , ſelon la diſpoſition des loix : bien antendû , que cette diſpoſition ne pourra avoir lieú , qu' au cas , que le Teſtateur n' eut pas par Teſtament , Codicille , ou autre inſtrument legitime , nommé des Tuteurs ou des Curateurs.

Les

XXXX.

LEs Parties Contractantes pourront en tout tems faire conſtruire ou frêter dans les Païs l'un de l'autre, tel nombre de Vaiſſeaúx, que bon leur ſemblera, ſoit pour la Guerre, ou pour le Commerce, comme auſſi achetter telle quantité de munitions de Guerre, dont ils auront beſoin; pourvû pourtant, que le Souverain des Etats, d'ou on voudra tirer les ſuſdits Vaiſſeaux, ou munitions de Guerre, n'en aye pas beſoin pour ſon propre uſage, & ne ſoit pour cela obligé d'en defendre la ſortie: & emploieront les Souverains reſpectifs leur authorité, afin que les dits Marchés de Vaiſſeaux, & achapts de Munitions, ſe faſſent de bonne foi & à prix raiſonnable, ſans que les Parties puiſſent donner la même permiſſion aux Ennemis de l'un ou de l'autre, en cas que les dits Ennemis fuſſent les agreſſeurs; bien entendu, que ſi l'une des Parties Contractantes voudroit faire conſtruire des Batimens, l'on devra dans les for-

formes en faire la demande au Gouvernement.

XXXXI.

CHacune des Parties Contractantes pourra etablir dans les Ports reſpectifs, ou il y à du Commerce, & ou les Batimens peuvent aborder (mais point dans les Villes interieures des Etats, non plus que dans les petits Ports, ou il n'y a point de Traficq) des Conſuls ou Vice-Conſuls, leſquels y jouiront des mêmes privileges & immunités, dont y jouiſſent les Conſuls de la Nation la plus favoriſeé.

Les dits Conſuls ſe devront contenter des droits, que leurs Souverains leur adjugeront, ſans pouvoir exiger des droits ulterieurs; & ſi on ſe plaint, qu' ils en exigent de plus, les Souverains y mettront ordre.

Et ſi quelqu'un des Sujets de part & d' autre vient à mourir ab inteſtât, & ſans avoir etabli ſur la ſucceſſion des adminiſtrateurs, Tuteurs, ou Curateurs; le Conſul de la

la Nation inventariſera les biens, effets, & papiers du defunt, avec l'aſſiſtance de deux ou trois Marchands de la Nation a ſon choix, & le Chancelier de la Nation les reſtituera à ceux, qui y auront droit. L'on fera atiention de part & d'autre, de nommer pour Conſuls dans les Etats reſpectifs, comme ci-deſſus, des propres Sujets Naturels; & ſi l'une des Parties Contractantes nommoit pour ſon Conſul dans les Etats de l'autre un Sujet de celle-ci, il ſera libre à cette derniere de l'admettre, ou non.

XXXXII.

SI par inadvertence, ou autrement, il ſurvenoit quelques inobſervations, ou contraventions au preſent Traité, de la part d'une des Parties Contractantes, ou de leurs Succeſſeurs, il ne laiſſera pas que de ſubſiſter en toute ſa force, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de la conféderation, amitié, & bonne correſpondance, mais on reparera promptement les dites contraventions; & ſi elles procedent de la faute

te de quelques Sujets particuliers, ils en ſeront punis & chatiés.

XXXXIII.

ET pour mieux aſſurer à l'avenir le Commerce & l' Amitié entre les Sujets de part & d' autre, il a été convenú, que ſi dans la ſuite il ſurvenoit quelque interrúption d'amitié, ou rupture entre les deux Parties, il ſera toujours donné aux Sujets de part & d' autre deux ans de tems après la dite rupture, pour vendre leurs biens & effets, ou ſe retirer avec leurs effets, & les tranſporter en toute liberté lá ou bon leur ſemblera; ſans qu'on y puiſſe former aucun empechement, ni proceder, pendant le tems des deux anneés ſuſdittes, à aucune ſaiſie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs Perſonnes.

XXXXIV.

ON previendra de part & d' autre, autant qu' il ſera poſſible, ce qui pourroit

roit en quelque maniere, que ce ſoit, empecher directement ou indirectement l'execution du preſent Traité, & ſpecialement des Articles deux & trois; & ſur les moindres plaintes, qui ſe feront, on s'oblige de les reparer, & faire reparer inceſſamment. Si contre toute attente il fût trouvé, que quelque Article du preſent Traité ne fût pas aſſéz clairement exprimé ou ſtipulé, on tachera d'y remedier le plus promptement, qu'il ſera poſſible.

XXXXV.

TOus les Articles contenus dans ce Traité ſeront obſervés nonobſtant toutes Ordonnances contraires, qui ont lieu dans les Terres & Etats des Parties Contractantes.

XXXXVI.

EN outre les Contractans ſont convenus, que comme ce Traité n'a point d'autre objet, que l'avantage & l'aſſurance du

Commerce des Sujets reſpectifs, l'on ne pourra jamais en vertu de la preſente Convention tirer des conſequences, par rapport aux obligations des Traités de Munſter de l'Anneé 1648., *& de la Haye de* 1650. *à l'egard deſquels les Parties contractantes reſteront abſolument en leur entier, ſe promettant reciproquement l'une à l'autre de la maniere la plus forte, de ne faire jamais aucun Uſage de quelque omiſſion, qu'on pourroit trouver à cet egard dans le preſent Traité, ou d'aúcúne ſtipulation generale, convention, ou accord, qui par rapport au Commerce ou Navigation a êté reglé & conclú par le preſent Traité, en faveur de leurs Sujets reſpectifs.*

XXXXVII.

LE preſent Traité ſera ratifié dans le terme de trois mois, ou plûtôt, ſi faire ſe peut. Il ſera enſuite publié, verifié, & enregiſtré reſpectivement en toutes les Cours, Tribunaux, & lieux, ou l'on a coutúme de

de faire les publications, verifications, & enregiſtremens.

En foi de quoi Nous Miniſtre Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi des deux Siciles, & Deputés & Plenipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux, en vertu de Nos pouvoirs, & authoriſations reſpectives, avons éſdits noms ſigné ces preſentes de Nos ſeigns ordinaires, & a icelles fait appoſer les cachets de Nos Armes. Fait à l'Haye le vingt & ſeptiême Aout, mil ſeptcent cinquante trois.

(L.S.) Le Comte de Faulon Finocchietti.

(L.S.) W. R. V. Heckeren.
(L.S.) W. Bentinck.
(L.S.) P. Steyn.
(L.S.) P. Mogge Van Reneſſe.
(L.S.) D'Ablaing-Gieſſenburgh.
(L.S.) IV. Van Itſma.
(L.S.) A. L. V. Pallandt.
(L.S.) I. de Valcke.

FORMULAIRE

DU PASSEPORT OU LETTRES,

Qui ſe doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces Unies aux Navires & Barques, qui en ſortiront, ſuivant l' Article XXVI. du preſent Traité.

(L. S.)

Par ordonnance des Hauts & Puiſſants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas.

AUx Sereniſſimes, Tres Illuſtres, Illuſtres, Tres-Puiſſants, Puiſſants, Tres-Nobles, Nobles, Honorables & Prudents Seigneurs, Empereurs, Roys, Republiques, Princes, Ducqs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeiliers, Juges, Officiers, Juſticiers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Eccleſiaſtiques que Seculiers, leſquelles ces Patentes verront ou lire ouiront, Nous Bourgmaiſtres & Regents de la Ville

Sçavoir faiſons, que Maiſtre de Navire

re comparant devant nous, a declaré de ſerment ſolemnel, que le Navire nommé

grand environ

Laſtes, ſur lequel maintenant eſt le Maiſtre, appartient aux Inhabitans des Provinces Unies, & que les Sujets de l'Ennemi n'y ont aucune part ou portion, directement ni indirectement, ainſi Dieu le vouloit aider. Et comme volontiers nous verrions ledit Maiſtre de Navire aidé dans ſes juſtes affaires, nous vous requerons tous en general & en particulier, ou le ſuſdit Maiſtre avec ſon Navire & Danrées arrivera, qu'il leur plaiſe de recevoir benignement, & traiter duemant, le ſouffrant ſur les droits accouſtumez des peages, & frais, dans, par, & auprès vos Ports, Rivieres & Domaines, le laiſſant naviger, paſſer, frequenter & negotier la, & ou il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoiſtrons. A temoigne de quoi nous y avons fait appoſer ſe Seau de noſtre Ville

RA-

RATIFICATION

DES

SEIGNEURS ETATS GENERAUX.

LEs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-bas à tous ceux, qui ces preſentes verront, ſalut. Ayant vû & examinè le Traité de Commerce, conclu, & ſigné icy â la Haye le vingt ſeptiéme Août mil ſept cent cinquante trois, entre Sa Majeſté le Roi des deux Siciles, & Nous, du quel Traité le teneur s'enſuit.

Ici on doit inſerir le ſuſdit Traité.

Nous avons agreé, approuvé, & ratifié, agreons, approuvons, & ratifions par ces preſentes le dit Traité cy deſſus tranſcrit. Promettant ſincerement, & de bonne foi de l'obſerver, accomplir, & executer en tout, & chacun de ſes Articles, ſans aller au contraire directement, ni indirectement, en quelque maniere, que ce ſoit.

En

En foi de quoi Nous avons fait munir ces preſentes de Nôtre grand Sçeau, les avons fait ſigner par le Preſident de Nôtre Aſſembleé, & ſouſſigner par Nôtre Greffier.
A la Haye le vingt ſeptieme Novembre mil ſept cent cinquante trois.

I. Van Wtenhove.

Par ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

EX-

Digitized by Google

EXTRAIT

DU REGISTRE

Des Reſolutions de LL. HH. PP. des Etats Generaux des Provinces Unies.

Lundy 3. Decembre 1753.

EN egard a la precedente deliberation ſur l'Article 47. *du Traité du Commerce entre S. M. le Roy des deux Siciles & LL. HH. PP. du* 27. *Aouſt pp. conclu ici a la Haye, il eſt aubas arrêté que ce même Traité ſera publié veriſié & enrégiſtré par LL. HH. PP. dans touttes les Cours, & autres Endroits ou l'on a coutume de faire ſemblables Publications, verifications, & enregiſtrements, qu'auſſi le même Traité ſero Ratifié & les Actes de ratification echanges ; Il a eté trouvé bon & entendu que quand le ſuſdit Traité conclu aura eté publié, il ſera auſſi fait imprimer & Envoyé*

yé pour etre publié, & la ſuſditte publication aficheé dans tous les Endroits ou l'on a de coutume de les faire publier & aficher afin qu'un chacun a qui il appartient, puiſſe ſuivant & là deſſus ſe regler.

L'Extrait de la préſente Réſolution de LL. HH. PP. ſera par l'Agent Van Byemont remis entre les mains de Monſieur le Comte de Finochietti Envoyé Extraordinaire de S. M. le Roy des deux Siciles pour lui ſervir d'avis.

D. L. D. Kempenaer.

Accordé avec le ſuſdit Regiſtre.

H. FAGEL.

Digitized by Google

TRADUZIONE
ITALIANA
Del Precedente Trattato.

TRATTATO

Di Commercio trà Sua Maestà il Rè delle Due Sicilie, ed i Signori Stati Generali delle Provincie Unite.

UA MAESTÀ IL RÈ DELLE DUE SICILIE, e le loro Alte Potenze i Signori Stati Generali delle Provincie Unite de' Paeſi-Baſſi, eſſendo ugualmente portate â ſtringere vieppiù i vincoli di amicizia e di buona corriſpondenza, che felicemente tra loro ſuſſiſtono, e tra' reſpettivi Sudditi di una parte l'altra: ed avendo giudicato, che nulla potrebbe più contribuire â queſto fine, quan-

to la concluſione di un Trattato di Commercio e Navigazione â reciproco vantaggio delle Due Nazioni : ſi è entrato in conferenza sù tal ſogetto: e dopo avervi fatte mature rifleſſioni , ſi è rimaſto d'accordo negli Articoli e Condizioni del ſeguente tenore.

ARTICOLO PRIMO.

VI ſarà da quì in avanti tra S. M., ſuoi Succeſſori i Rè delle Due Sicilie , e ſuoi Regni da una parte ; ed i Signori Stati Generali delle Provincie Unite dall'altra , una ferma , ſtretta, e durevole Unione . Ed in conſeguenza i Sudditi di S. M., e quei degli Stati Generali delle Provincie Unite, goderanno reciprocamente, riguardo al Commercio ed alla Navigazione , un'ampia ed intiera libertà per tutt'i Regni, Stati , e Provincie di entrambi , ſituate in Europa ; e per tutte le ſorta di derrate e Mercanzie , il traſporto e traffico

delle

delle quali non ſieno generalmente proibiti, tanto a' Sudditi quanto agli eſteri, per Leggi ed Ordinanze degli Stati di lor Dominio.

II.

IN conformità di ciò i Sudditi di ambedue le Parti potranno liberamente frequentare colle loro Merci, effetti, e Navi, i Paeſi, Terre, Città, Porti, Baje, Spiagge, Coſtiere, e Fiumi de' reſpettivi Stati: portarvi e vendere â tutt' i Nazionali ô foreſtieri indiſtintamente; comprare, trafficare, e traſportare da uno in altro luogo, tutta ſorta di Merci, di cui l'entrata ô l'uſcita, ed il traſporto non ſia vietato a' Sudditi delle Parti Contrattanti, ed â quei di qualunque altra Nazione: ſenz'altro obligo, che quello di pagare una ſol volta i Diritti di entrata e ſortita fiſſati dalle Tariffe; e di farlo apparire mediante ricevute ô poliſe di pagamento

to fattone, le quali â tal fine ſaranno loro conſegnate.

III.

I Drappi ed ogni altra Manifattura, derrate, e Merci de' Paeſi e Stati dei Contrattanti d'ambe le Parti, non pagheranno ne' reſpettivi Paeſi altro diritto, carico, od ulterior Dazio, ô più gravoſo di quello vi ſi paga de' Drappi e di tutt'altre Manifatture, effetti, derrate e Merci della Nazione la più favorita. Per queſto effetto ſi ſtabilirà ed oſſerverà nella Tariffa pe' Regni delle Due Sicilie una eſatta uguaglianza di Diritti, Carichi e Dazij de' Drappi e di tutt'altre Manifatture, effetti, derrate e Merci, ſenza parzialità per qualunque ſiaſi Nazione, Paeſe e luoghi: e nella ſteſſa guiſa riſpetto non ſolo a' regolamenti de' Diritti; mà riguardo ancora al braccio, miſure, peſi e raguaglio del prezzo.

I Sud-

IV.

I Sudditi ed abitanti d' ambe le Parti potranno da per tutto, nelle Terre e Stati delle due Potenze, prevalerſi di quegli Avvocati, Procuratori, Notaj ô Sollecitatori, che meglio loro ſembrerà, i quali ſaranno â tal effetto commeſſi da' Giudici ordinarij, occorrendovi il biſogno, e che i detti Giudici ne ſaranno richieſti.

V.

I detti Sudditi non ſaranno punto tenuti â moſtrare ô far vedere i loro Regiſtri ô Libri de' Conti â chicheſia; eccettuato però il caſo, che gl'intereſſati, per abbreviare le procedure litigioſe, e riſparmiare ſpeſe, voleſſero eglino ſteſſi ſervirſene e preſentarli in giudizio in luogo di altri documenti. Ed in oltre non potranno tali libri eſſer tolti, ô ſequeſtrati, trattenuti ô traſportati

ſportati altrove , per qualunque ſiaſi preteſto . Sarà parimente lecito a' Sudditi di ambe le Parti di tenere ne' luoghi, ov' eſſi faran dimora , i loro libri de' Conti e corriſpondenze nell'idioma e carattere , che loro meglio ſembrerà: ſenzache per tal motivo poſſano eglino eſſere inquietati nè riconvenuti . E tutto ciò , che sù queſto aſſunto uno de' Contrattanti accordaſſe mai â qualche altra Nazione , dovrà intenderſi accordato parimente a' Sudditi dell'altro.

VI.

I Sudditi d'ambe le Parti potranno, ſenzache abbiſognino loro lettere di Naturalizzazione , ſtabilirſi con tutta libertà in qualunque Città e luoghi delle Terre e Stati delle due Potenze , per farvi il loro Commercio e traffico; ſenzache perciò poſſano eſſi acquiſtarvi alcun diritto di Cittadinanza , â meno che non abbiano riportato in buona forma pri-

privilegio di Naturalizzazione . Per altro ſaranno i medeſimi generalmente trattati in tutto e per tutto non men favorevolmente de' proprj e naturali Sudditi . Onde potranno in conſeguenza vendere ed alienare , come meglio giudicheranno , i loro beni ed effetti ; ſenza eſſere ſoggetti alle taſſe , che potrebbero eſſere impoſte agli Eſteri . A condizione però ; che , ſe i ſudditi di uno de' ſudetti Stati veniſſero â poſſedere, ô per compra ô per eredità , dei beni ſtabili , queſti ſaran ſoggetti alle leggi e coſtituzioni del Paeſe , in cui ritrovinſi ſituati; nella ſteſſa guiſa che ſonovi ſottopoſti i beni dei proprij ſudditi e di tutte le altre più favorite Nazioni.

VII.

I Sudditi de' Signori Stati Generali goderanno nelle Terre di S. M. una piena libertà di coſcenza e di Religione; non dovendo eſſere in tal particolare

nè inquietati, nè moleſtati. Quindi per qualſivoglia occaſione che poſſa darſi, non ſaranno eſſi ſottomeſſi â qualunque ſiaſi Tribunale ô Giudice Eccleſiaſtico; neppure riguardo alla Sepoltura de' Morti, ô per altra occorrenza. Sicchè in tutto ciò che concerne la loro coſcenza e l'eſercizio di loro religione, ſaranno eſſi trattati ne' Regni di S.M., nella ſteſſa guiſa, che lo ſono ne' Regni di S. M. il Rè di Spagna, e di S. M. il Rè di Francia. Anzi, â prevenire ogni inconveniente, indicherà S.M. fra tre meſi dopo la ſottoſcrizzione di queſto Trattato, i luoghi ove ſaranno ſepolti i Sudditi della Republica. E parimente quei di S. M. Siciliana ſaranno trattati, riguardo alla loro coſcenza ed eſercizio di loro Religione, nelle Terre de' Signori Stati Generali, nella medeſima maniera che ſonovi trattati i Sudditi delle MM. LL. i Rè di Spagna e di Francia.

Se

VIII.

SE accade, che per legittime pretenſioni contro de' Sudditi di una delle Parti Contrattanti, ô contro quei di altre Nazioni ſtraniere ſtabilite ne' reſpettivi Dominij, ſieno i Sudditi di un' altra delle medeſime Parti obligati di ricorrere alla Giuſtizia; i Tribunali ed i Magiſtrati, â quali ſaranno recate le controverſie, renderanno loro pronta e ſollecita giuſtizia; â fine di accellerare, nè porre imbarazzo a' Negozianti di proſeguire i loro viaggi con tutta la ſpeditezza, che il Commercio eſigge. Nè chicheſia, per qualunque carica, privilegio, ô dignità che ſoſtenga, potrà metterſi al coperto e ſchivare le iſtanze ed azzioni giudiziarie legittimamente intentate; nè ottenere alcuna dilazione pregiudiciale alla parte avverſa, nei Regni ô Stati delle Due Potenze Contrattanti. Che se in appreſſo accordaſi â qualche altra Nazione il privileggio

di avere un Giudice Delegato, ô Conſervator de' Diritti, lo ſteſſo ſarà accordato â Sudditi della Republica.

IX.

NOn potrà farſi alcuna Viſita nelle caſe, magazzeni ô botteghe de' Negozianti ed altri ſudditi di una delle Due Potenze Contrattanti, che riſiederanno ne' Stati dell' altra, ſotto preteſto di qualche Mercanzia già introdotta, mà permeſſa, di cui ſi ſupponeſſe, che non ſi foſſero pagati i diritti: nè ſotto tal ſuppoſizione potrà farviſi alcuna ricerca: ſe pure non ſi daſſe l'accidente, che una tal Mercanzia veniſſe arreſtata al tempo medeſimo della introduzione nella caſa ô magazzino: nel qual caſo diverrà quella ſoggetta â confiſcazione; ed il proprietario incorſo nelle pene, alle quali, ſecondo le leggi di ciaſcun paeſe, e ſecondo le Ordinanze de' reſpettivi Sovrani, dovrebbe incorrere un Suddi-

to

to naturale, ô quello di qualunque altra Nazione la più favorita.

Allorchè però ſi ſoſpetterà, e vi ſaranno delle prove ben convincenti, che in una caſa ô magazzino ſiavi della Mercanzia proibita dalle Leggi e coſtituzioni de' reſpettivi Stati: ſi potrà in ogni tempo far ſeguire la viſita; alla quale potrà l'Accuſato chiamare il Conſole di ſua Nazione per aſſiſtere alla medeſima; nell'intelligenza, che detto Conſole v'intervenga ſoltanto per teſtimonio; tantoche per attendere la ſua venuta, non debbaſi ritardare la viſita; ne che, ritrovandoſi egli preſente, poſſa interromperne il corſo, e cagionarvi il menomo imbarazzo: ed incontrandoſi con effetto Mercanzie vietate, il proprietario ſarà ſogetto alle medeſime pene, â cui per un ſimile delitto lo ſarebbe un proprio ſuddito.

Tuttavolta però, in qualunque ſiaſi de' ſudetti caſi, non ſi potranno mai toccare i ſuoi libri, ſcritture, e lettere; ne per tal

cauſa

cauſa riconvenirlo in giudizio : mà ſolamente , come ſi è eſpreſſo nell' Articolo V. , allorche ſi tratterà di ſervirſene per atteſtare alcuna coſa , e così evitare le procedure litigioſe e le ſpeſe.

Mà in caſo , che non ſi ritrovaſſe Contrabando , ſarà non ſolamente libero â ciaſcuno , che avrà ſofferto qualche torto ô danno , di agire legalmente , per ottenere una giuſta riparazione e riſarcimento de' danni : mà altresì l'accuſatore ô accuſatori reſteranno ſeveramente gaſtigati con pene corporali . E se i proprij Sudditi del Rè , ô di qualche altro Principe , Stati , Nazioni ô Città, foſſero già , ô ſaranno per l'avvenire trattati più favorevolmente in queſto particolare ; i ſudditi ancora de' Signori Stati Generali lo ſaranno di ugual maniera trattati.

Affine

X.

AFfine di prevenire qualunque ſorta di Contrabando, e per evitare, che non ſi defraudino i Diritti de' reſpettivi Sovrani ; ſi è convenuto , che la Viſita de' Baſtimenti ſi farà ne' Stati reſpettivi ſecondo la maniera ſtabilita dalle Leggi degli Stati ſudetti : di modoche i reſpettivi Sudditi non ſaranno ſottopoſti â più forti obligazioni di quelle , â cui ſaranno ſoggetti i proprij naturali di ciaſcun paeſe , ô le Nazioni più favorite; ſecondo le Leggi de' reſpettivi Stati, ed il regolamento de' loro Sovrani reſpettivi.

Riguardo poi alli Manifeſti delle mercanzie, al tempo di preſentarli , ed alla maniera con cui converrà autenticarli ; come altresì per quello concerne il metterſi â bordo de' baſtimenti Soldati ô Guardie ; e generalmente tuttociò che riguarda le precauzioni neceſſarie , tanto per vigilare , che non ſi sbarchino furtivamente

mente le Mercanzie , quanto â prevenire le frodi di contrabando ; ſi oſſerveranno da ambe le parti le leggi di ciaſcun paeſe , ed i regolamenti de' loro reſpettivi Sovrani , come ſi prattica-no riguardo â proprij Naturali Sudditi ed altre Nazioni le più favorite.

XI.

SArà pienamente libero â Mercanti, Capitani , e Padroni di Baſtimenti ed altri ſudditi delle Parti Contrattanti, maneggiare i proprij affari ne' reſpettivi Stati per se medeſimi , ô darne incarico â chi loro parrà meglio : ſenza eſſere obligati â ſervirſi di alcun interprete , ſenſale , ô fattore , nè di altra perſona ſtabilita â tal effetto dalla autorità publica , nè di pagar loro alcun ſalario per l'atto della dichiarazione de' loro Baſtimenti.

Al-

XII.

ALlorchè inſorgerà qualche differenza tra un Capitano ô Padrone di Baſtimento e ſuoi Marinaj ne' Porti dell'uno ô dell'altro Stato ; e che non poſſa ſopirſi colla interpoſizione del Conſole, che vi riſiede in nome di quella delle Parti Contrattanti , a' ſudditi della quale appartenga quel tal Baſtimento ; il Magiſtrato del luogo eſigerà ſolamente dal Difenſore , *cioè da quello dei due litiganti* , *il qual è riconvenuto* , di dare all' Attore in iſcritto la propria dichiarazione atteſtata dal Magiſtrato medeſimo , colla quale ſi comprometterà di riſpondere nella ſua patria sulla queſtione , di cui tratteraſſi , avanti un giudice competente : mediante il quale ſpediente non ſarà mai permeſſo â marinaj di abandonare il baſtimento , nè di recare al Capitano ô Padrone del medeſimo impedimento alcuno nella continuazione di ſuo viaggio : ed in caſo ſi

ritrovaſſero Marinaj ribelli e ricalcitranti ; il Magiſtrato aſſiſterà il Capitano ô Padrone del Baſtimento per imprigionarli e farli ſtare â dovere.

XIII.

VErranno reciprocamente disbrigati i Sudditi di S. M. e de' Signori Stati Generali alla Dogana ô alle Officine della medeſima nelle Terre e Stati di ambe le Parti , di ugual maniera , e ſenza alcuna diſtinzione , colla poſſibile ſollecitudine , e ſenza cauſar loro qualunque ſiaſi impedimento ô ritardo.

XIV.

I Vaſcelli da Guerra dell' uno e l'altro Stato troveran ſempre libere ed aperte le Spiagge , i Fiumi , i Porti , e le Coſtiere , per entrarvi , ſortirne , e dimorarvi all' Ancora , finchè loro ſarà neceſſario , ſenz' eſſervi ſogetti â viſita al-

alcuna : nella condizione però di uſare diſcrezione , e non recare con un troppo lungo ed affettato ſoggiorno , ô in altra guiſa , alcun motivo di geloſia ai Governatori delle Piazze e Porti ; ai quali anzi i Capitani di detti Vaſcelli faranno ſapere la cagione del loro arrivo , e della loro dimora.

XV.

I Vaſcelli da guerra di S. M. Siciliana e de' Signori Stati Generali , e quei parimente de' loro ſudditi armati in guerra , potranno liberamente entrare in tutt' i loro reſpettivi Porti , e vi ſaranno accolti come amici colle Preſe , ch'eglino aveſſero fatte all'Inimico ; ſenza poter eſſere aſtretti â pagamento di qualunque diritto , ſia de' Signori Ammiragli ô dell'Ammiralità, ſia di Dogane ô altri qualunque ; ſenza inoltre che i detti Vaſcelli e Preſe poſſano eſſere nè arreſtate nè ſequeſtrate ; e che ne anche

gli Officiali de' Luoghi poſſano arrogarſi l'iſpezzione della validità di tali Preſe; le quali anzi dovranno liberamente ſortire, e potranno con piena libertà eſſere traſportate ne' luoghi deſtinati dalle loro Commiſſioni; le quali però i Capitani di detti Vaſcelli ſaran tenuti di far coſtare.

XVI.

S. M. inoltre ed i Signori Stati Generali non permetteranno giammai, che alcun Vaſcello da Guerra, od altro alleſtito per commiſſione e ſervigio di alcun Principe, Republica, ô qualunque ſiaſi Città, venga â fare alcuna preſa ne' Porti, Spiagge, ô Fiumi, che loro appartenghino, sù de' Sudditi reſpettivi: ed in caſo, che ſiegua un tale inconveniente, le Parti Contrattanti impiegheranno ſcambievolmente la loro autorità e le loro forze per farne ſeguire la reſtituzione, e procurarne la convenevole riparazione.

I Ba-

XVII.

I Baſtimenti caricati per conto de' Sudditi di una delle Parti Contrattanti paſſando avanti le Coſtiere dell'altra, e facendo alto nelle Spiagge ô Porti, â cagione di tempeſta od altro, non potranno eſſere aſtretti d'ivi ſcaricare e ſpacciare le proprie Mercanzie ô porzione di eſſe; nè obligati â pagarvi alcun diritto; se non che nel caſo, in cui di lor voglia vi ſcharichino dette Mercanzie. Ed in tal caſo ancora non ſaranno eſſi tenuti â pagare altro Dazio, che quello corriſpondente alla quantità e porzione di Merci, che effettivamente avranno sbarcate e vendute.

XVIII.

I Padroni de' Baſtimenti, i loro piloti, officiali, ſoldati, marinaj, ed altra gente di mare; i Baſtimenti medeſimi, gli effetti e mercanzie, di cui ſaranno carichi,

richi , non potranno eſſere ſequeſtrati ô arreſtati in virtù di alcun ordine generale ô particolare di chicheſiaſi, ô per qualunque motivo od occaſione che poſſa darſi ; neppure ſotto preteſto della conſervazione ô difeſa dello Stato. E generalmente parlando , nulla potrà eſſer tolto a' Sudditi d'ambe le Parti, se non se col conſenſo di quei , a' quali ſpetteranno le derrate , gli effetti , ô mercanzie : e tutto ciò anche nel caſo , che se ne pagaſſe il prezzo . Nel che però non s'intende debbano comprenderſi i ſequeſtri e gli arreſti, che occorreſſero farſi per ordine ed autorità della Giuſtizia , e per le vie ordinarie , â cauſa di debiti leali , Contratti , ed altre legittime Cauſe : riguardo ai quali , ſi procederà ſecondo i dettami del diritto , e giuſta la forma giudiciaria . Non ſi potranno altresì riconvenire in giudizio i Sudditi particolari delle Parti Contrattanti , nè arreſtarſi le loro perſone e beni , per qualunque pretenſione che S. M., ô i Signori

gnori Stati Generali poteſſero avere reciprocamente.

XIX.

I ſudditi delle Parti Contrattanti, e chiunque dimorerà ne' reſpettivi Paeſi, potranno con piena ſicurezza e libertà, ſia nel partirſi da loro Porti, Regni, ô Provincie ; ſia da' Porti e Regni di altri Stati e Principi ; navigare co' loro Vaſcelli, e negoziare le loro mercanzie ; chiunque ſiane il proprietario, verſo le Piazze de' loro Nemici dichiarati, ô che potrebbero divenir tali, così di ambe le Parti Contrattanti, come di una di eſſe. Potranno parimente gli ſteſſi Sudditi ed abitanti colla medeſima libertà e ſicurezza navigare co' loro Vaſcelli, e trafficare le loro Mercanzie, qualunque poſſa eſſerne il proprietario, da' Luoghi, Porti, e Spiagge dei Nemici di ambe le Parti ſudette, ô di una delle due in particolare ; ſenza che poſſano eſſer

eſſer turbati ô impediti da chicheſia: nè ſolamente â dirittura delle dette Piazze Nemiche, mà da una in altra ancora; ô ſieno quelle ſituate nella giurisdizione di un medeſimo Sovrano, ô ſotto il dominio di diverſi.

XX.

QUeſti Traſporti e Traffichi ſi eſtenderanno ad ogni ſorta di Mercatanzie, eccettuate quelle di Contrabando.

XXI.

SOtto queſto genere di Merci di Contrabando ſarà ſolamente compreſa qualunque ſorta d'Armi, ed altri aſſortimenti â quelle relativi; come Cannoni, Moſchetti, Mortaj, Spingarde, Bombe, Granate, Salſicce, (*ſorta di Fuochi Artificiati per aſſortimento di Artiglieria*) Cerchi impegolati, Caſſe ed Appoggi da Can-

Cannoni , Bandoliere , Polvere , Miccio, Salnitro , Balle, Picche , Spade , Morioni , Celate , Corazze , Libarde , Chiaverine , Cavalli , e Selle de' medeſimi, Fondi da piſtole , Pendoni da ſpade: ed altri fornimenti per uſo di guerra.

XXII.

NOn ſaranno però compreſi nel genere di Mercanzie da Contrabando i Frumenti , i Grani , ed altre Biade, Legumi , Oglio , Vino , Sale , e generalmente tutto ciò , che appartiene â nutrire ed alimentare la vita : onde reſteranno libere , come l'altre tutte Mercanzie ed effetti non compreſi nel precedente Articolo : tantochè ne ſarà permeſſo il traſporto anche agli Stati de' Nemici d'una delle Parti Contrattanti ; non già però alle Città e Piazze aſſediate , bloccate, ô inveſtite . E per togliere qualunque dubbio ô equivoco â tal propoſito ; ſi dichiara , che non ſi conſidererà per aſ-

ſediato ô bloccato niun Porto ô Città, se non quelli ô quelle che per Mare ſi ritroveranno inveſtiti da ſei Vaſcelli da guerra almeno, alla diſtanza di un poco più del tiro del Cannone della Piazza; ed ugualmente per Terra, da Batterie alzate ed altri lavori; in guiſa che non poſſa entrarſi ne' detti Porti ô Città, ſenza paſſare ſotto il Cannone degli Aſſedianti.

XXIII.

L'Eſecuzione di tutto ciò reſta convenuto trà le Parti Contrattanti, che ſi farà della ſeguente maniera: cioè, che i Baſtimenti e Barche colle Mercanzie de' Sudditi di una delle due Parti eſſendo entrati in qualche Porto ô Canale dell'altra, e volendo di là paſſare â quelli de' Nemici, ſaranno ſolamente tenuti di moſtrare agli Officiali delle Spiagge di quella Potenza, d'onde eſſi partiranno, i loro Paſſaporti, ne' quali ſi con-

contenga la ſpecificazione del carico di loro Baſtimento atteſtato e corroborato dal Sigillo e Contraſegno ordinario riconoſciuto dagli Officiali dell'Ammiralità de' luoghi, donde eglino alla prima ſaran partiti, colla ſpecifica dichiarazione del luogo, ove ſaranno deſtinati: e tutto ciò nella maniera ordinaria e di coſtume. Dopo la qual eſibizione de' loro Paſſaporti nella forma eſpreſſa, non potranno eglino eſſere moleſtati, ricercati, rattenuti, ô ritardati, ſotto qualunque ſiaſi preteſto. Nell' intelligenza però, che se i detti Baſtimenti, dopo eſſere partiti da' loro Porti, nel decorſo del loro viaggio faceſſero alto in alcun altro porto, e vi caricaſſero delle Mercanzie; il Capitano e Padrone di tali Baſtimenti ſaranno altresì obligati di eſibire il Manifeſto e le ſpedizioni delle Mercanzie, che vi avranno caricate, nella guiſa medeſima ch'eſſi debbono preſentarle, venendo in dirittura ne' Porti dell'uno e dell'altro Stato: e tutto ciò

nel tempo e nel modo, che ſi prattica in ciaſcuno de' reſpettivi Stati.

XXIV.

I Vaſcelli e Baſtimenti de' Sudditi di una delle Parti Contrattanti, i quali capiteranno in alcuna Spiaggia delle Terre ſottopoſte al Dominio dell'altra, ſenza voler entrare in porto; ô che quantunque vi prendino terra, nulla però vorranno sbarcarvi ô rompere i loro carichi; non potranno eſſere aſtretti di render conto del loro medeſimo Carico, se non in caſo di ſoſpetto ch' eſſi portaſſero â Nemici delle Parti merci di contrabando, come reſta di ſopra dichiarato.

XXV.

ED eſſendovi un tale apparente ſoſpetto, ſaranno i detti Sudditi obligati di moſtrare ne' Porti, giuſta la forma

ma di ſopra ſpecificata, i loro Paſſaporti.

XXVI.

SE qualche Vaſcello ô Baſtimento de' Sudditi delle Parti Contrattanti foſſe ſcontrato nelle Spiagge ô in alto Mare da' Vaſcelli da guerra dell' altra parte, oppure da' Vaſcelli armati in corſo da' ſuoi Sudditi; queſti, per evitare qualunque diſordine, non ſi approſſimeranno ai primi, se non â portata del Cannone: e nel primo caſo, ſarà ſoltanto permeſſo agli Officiali del Porto il più vicino alla detta Spiaggia; e nel ſecondo, a' Capitani di detti Vaſcelli da guerra ô armati in corſo, di ſpedire un picciol Battello ô ſcialuppa â bordo de' ſopranomati Baſtimenti; e di farvi entrare due ô tre uomini ſolamente, â quali ſi moſtreranno i Paſſaporti ô Lettere di Mare dal Capitano ô Patrone de' medeſimi Baſtimenti nella guiſa di ſopra ſpiegata, e ſecondo il Formolario di tali

li Lettere di Mare inſerito alla fine di queſto Trattato : dai quali Paſſaporti ô Lettere di Mare poſſa coſtare non ſolamente ciò che concerne il carico , il luogo , mà altresì la dimora e reſidenza , tanto del Capitano ô Padrone , che del baſtimento medeſimo : affinchè con tali mezzi poſſa venirſi in chiaro s' eſſi portano Merci di Contrabando ; e ciò appariſca ſufficentemente tanto dalla qualità del Baſtimento , che del ſuo Capitano ô Padrone : a' quali Paſſaporti ô Lettere di Mare dar ſi dovrà intiera fede e credito . Ed affinchè ſi conoſca meglio la validità di dette Lettere di Mare , ed acciò non poſſano eſſere in alcuna maniera falſificate e contrafatte ; ſi daranno certe ſicure marche e contraſegni non meno di S. M. , che de' Signori Stati Generali..

Ed

XXVII.

ED in caſo che ne' Vaſcelli ô Baſtimenti de' Sudditi di una delle Parti Contrattanti deſtinati verſo le Spiagge de' Nemici dell' altra, vi ſi ritrovi qualche Mercanzia di quelle, che di ſopra ſonoſi dichiarate di Contrabando e proibite; tali mercanzie ſaranno ſcaricate, denunziate, e confiſcate avanti i Giudici dell'Ammiralità, ô altro competente Magiſtrato; ſenza che per ciò il Baſtimento, ô gli altri effetti, merci, e derrate libere e permeſſe, poſſano eſſere in alcun modo ſequeſtrate e confiſcate.

XXVIII.

SI è inoltre rimaſto d'accordo, che quanto ſi troverà caricato da' Sudditi delle Parti Contrattanti in un Baſtimento de' Nemici dell'altra; quando anche non vi foſſero merci di Contrabando; reſterà

rà confiſcato col di più che ſi ritroverà â bordo di detto Baſtimento, ſenza eccezzione ô riſerva alcuna. Quello però che ſi troverà â bordo de' Baſtimenti appartenenti a' Sudditi di una delle medeſime Parti Contrattanti; quantunque il carico foſſe in tutto ô in parte de' Nemici dell'altra; reſtar dovrà libero; â riſerva delle Merci di Contrabando: riguardo alle quali ſi eſeguirà ciò è ſtato ne' precedenti Articoli regolato. Ed â maggior dilucidazione del preſente Articolo, ſi è di più convenuto, che in caſo, che ambedue, ô una delle Parti Contrattanti, foſſero impegnate in guerra; allora i beni ed effetti appartenenti a' ſudditi dell'altra parte, e poſti â bordo de' Baſtimenti della Nazione divenuta Nemica di ambedue, ô di una di eſſe Parti, non potranno già eſſere confiſcati à ſol motivo ô preteſto di tal imbarco nel Baſtimento nemico: ciò che ſi oſſerverà non ſolo quando i detti beni e merci ſianvi ſtate carica-

te

te prima della dichiarazione della guerra, mà quando anche ſia ciò ſeguito dopo : purchè un tal imbarco ſiaſi fatto nel tempo e ne' limiti, che quì ſi ſpecificano: cioè â dire ; ſe ſiaſi fatto, riſpetto al Mar Baltico ô â quello del Nord, da Terranova nella Norvegia fino all'eſtremità della Manica del Mar Brittannico, nello ſpazio di Quattro Settimane ; e da queſta medeſima eſtremità ſino al Capo S. Vincenzo, nello ſpazio di Sei Settimane ; e di là nel Mediterraneo ſino alla Linea, nello ſpazio di Dieci Settimane : e finalmente di là della Linea ed in tutti gli altri luoghi del Mondo, nello ſpazio di Otto Meſi ; da computarſi dalla publicazione della guerra, in cui amendue le Parti, ô una di eſſe, ſarannoſi impegnate.

Talmente che le Merci ed i beni de' ſudditi delle medeſime poſti â bordo de' ſudetti Baſtimenti Nemici, non potranno già eſſere confiſcati, durante il tempo ſudetto e nelle menzionate eſtenſioni,

ni , per eſſere ſtati trovati ne' detti Baſtimenti : anzi al contrario ſaranno reſtituiti a' Proprietarij , ſenza alcun indugio ; purchè non vi ſiano ſtati caricati dopo ſpirati i ſudetti termini . Nulladimeno però non ſarà già permeſſo di traſportare verſo i Porti Nemici le Merci ed effetti dichiaratiſi quì ſopra di Contrabando , che poſſano ritrovarſi â bordo di un tal Baſtimento Nemico; quantunque per la ſudetta ragione foſſero reſtituiti.

E ſiccome reſta quì ſopra regolato , che un Baſtimento libero renderà franche le mercanzie , che vi ſaranno caricate: E' ſtato parimente convenuto , che queſta libertà ſi ſtenderà altresì alle Perſone , che ſi ritroveranno â bordo di un Baſtimento libero : di modo che , quantunque tali Perſone foſſero Nemiche di amendue le Parti , ô di una di eſſe; baſterà ch'eſſe ritrovinſi â bordo di un Baſtimento libero , per non poterne eſſere eſtratte : â riſerva che non foſſero gente

te di Guerra impiegate al ſervigio di detti Nemici.

Non ſi deve però già intendere, che queſta libertà riguardi i Sudditi di una delle Parti Contrattanti, che per iſchivare le procedure della Giuſtizia, voleſſero rifugiarſi â bordo di qualche Baſtimento dell'altra, ſia nelle Spiagge, ô ne' Porti: giacchè non deve mai un tal Baſtimento ſervire in alcuna maniera di Aſilo a' detti Sudditi fugiaſchi; i quali anzi alla prima richieſta dovranno di buona fede dai Capitani e Padroni de' Baſtimenti reſtituirſi.

XXIX.

E Per aſſicurare vieppiù i Sudditi di ambedue le Parti, che non verrà loro recata violenza alcuna; ſi proibirà â tutt' i Capitani de' loro Vaſcelli da Guerra, Armatori, ed altri, di moleſtare ô danneggiare in qualunque coſa ſiaſi i reſpettivi Sudditi, ſotto pena di

eſſere , in loro ſteſſa perſona e ne' beni , mallevadori de' danni ed intereſſi ſofferti e da ſoffrire fino all'effettiva reſtituzione e totale riſarcimento.

XXX.

A Queſto effetto ſarà ogni Capitano di Baſtimento , e qualunque Armatore obligato â dare prima di lor partenza ſufficiente e ſolvibile cauzione avanti â Giudici competenti , per la ſomma di Quindici mila Lire Torneſi , per eſſere ciaſcun di eſſi in ſolido riſponſabile delle male procedure , che poſſano commettere nel loro corſo e viaggi ; e delle contravenzioni de' loro Capitani ed Officiali al preſente Trattato ; come ancora alle ordinanze & editti , che dalle Parti ſaranno publicati in virtù ed in conformità di queſto medeſimo Trattato ; ſotto pena di perdita e nullità delle ſteſſe loro Commiſſioni.

Se

XXXI.

SE accadeſſe, che alcuno de' detti Capitani di una delle Parti Contrattanti faceſſe preſa di un Baſtimento de' ſudditi dell'altra carico degli effetti ô merci di contrabando quì ſopra deſcritti: non ſarà già permeſſo â detto Capitano di far aprire nè rompere i Baulli, Scrigni, Balle, Valigie, Botti e Caſſe; ô di traſportarle, venderle, ô cambiarle, ô altrimenti alienarle; prima che tali coſe ſieno tutte sbarcate e portate â terra, ne' Paeſi e Stati di S. M. il Rè delle Due Sicilie, alla preſenza de' Giudici competenti, e ne' Paeſi e Stati della dipendenza de' Signori Stati Generali, alla preſenza de' Giudici dell'Ammiralità; e che non ſiaſi fatto coll'intelligenza de' medeſimi Giudici Inventario di tali Mercanzie ritrovate nel detto Baſtimento. A riſerva però, che non facendo le dette merci di Contrabando che una ſola parte del carico;

al

al Capitano ô Padrone del Baſtimento ſembraſſe meglio , e vi conſentiſſe , di rilaſciare al ſudetto Capitano le tali Merci di Contrabando , per continuare liberamente il ſuo viaggio : nel qual caſo il medeſimo Capitano ô Padrone non potrà in modo alcuno eſſere impedito di proſeguire il ſuo camino.

XXXII.

IN conſeguenza dell'ugualità di Trattamento ſtipulata ne' precedenti Articoli â favore de' Sudditi d'ambe le Parti; ed in conformità altresì della libertà di Navigazione parimente ſtipulata negli Articoli antecedenti ; i Baſtimenti de' Sudditi delle due parti non potranno eſſere ſottopoſti , per qualunque cauſa, e per qualſivoglia ſiaſi preteſto , ai regolamenti generali ô particolari , che una delle parti poteſſe fare , riſpetto a' baſtimenti de' proprij Sudditi ; ſia per regolarne la grandezza, l'armamento, la

forza

forza e gli Equipaggi de' Baſtimenti deſtinati â certi viaggi ; ô ſia per qualunque altro ſimile motivo : di ſortachè i Baſtimenti de' Sudditi di una delle due Parti potranno partire dai Porti dell'altra per qualunque ſiaſi paeſe , ed in ogni tempo , con uguale libertà .

XXXIII.

DI più , ciaſcuna delle due Parti Contrattanti , â fine di trattare i Sudditi dell'altra non meno favorevolmente de' proprij ; darà tutti gli ordini neceſſarij , per fare in modo , che le ſentenze e decreti , che ſaranno pronunziati sulle preſe fatte in mare , ſiano reſi con tutta giuſtizia ed equità , nelle Terre e Stati di Sua Maeſtà da' Giudici competenti ; ed in quelle de' Signori Stati Generali , da' Giudici dell'Ammiralità . E le dette Parti daranno altresì ordini preciſi ed efficaci , che tutti i decreti , ſentenze , e provedimenti

ti di giuſtizia già dati, ô da darſi, ſieno ſecondo la loro forma prontamente e debitamente eſeguiti.

XXXIV.

ED allorchè l'Ambaſciadore, ô qualche altro publico Miniſtro, ed in ſua aſſenza il Conſole di una delle Parti reſidente appreſſo dell'altra, ſi graverà delle ſentenze giudiciarie, che ſaranno ſtate date nelle cauſe mentovate al precedente Articolo; ſi accorderà la reviſione di tali ſentenze, nella maniera e sul piede, che ciò ſi prattica nelle Terre e Stati delle due Parti, quando ſi accordano tali reviſioni. Ed affinchè â ciò ſi provegga dentro un termine ragionevole di tempo; ſi è convenuto di fiſſare per queſto effetto il termine al più di tre meſi: ſenzache nè prima nè dopo la prima ſentenza, e pendente la reviſione, i beni ed effetti dibattuti e riclamati poſſano eſſer venduti;

ti ; se pur non foſſe di conſenſo delle parti interreſſate , per evitare la perdita di dette Merci.

XXXV.

ALlorchè una controverſia rimarrà deciſa nella prima ô ſeconda iſtanza, trà quei che avranno fatte delle preſe; e gl'interreſſati in quelle ; e che i detti interreſſati verranno ad ottenere una ſentenza ô decreto favorevole ; la detta ſentenza ô decreto avrà la ſua eſecuzione mediante la dovuta malleveria, non oſtante l'appellazione che interporre voleſſe chi fatta avrà la preſa : mà non al contrario.

XXXVI.

NOn potranno i Sudditi di una delle Parti prendere alcuna commiſſione per particolari armamenti , ovvero lettere di rappreſaglia da' Prencipi , Terre, e Sta-

ti , che poteſſero divenire Nemici dell' altra parte ; nè inquietare ô danneggiare in maniera alcuna i Sudditi di queſta , in virtù di ſomiglianti Commiſſioni ô Lettere di rappreſaglia ; e neppure ſervirſene per andare in Corſo : ſotto pena di eſſere inſeguiti e gaſtigati come Pirati . A queſto fine , tutte le volte che ciò ſarà ricercato da una parte e l' altra , ſi publicheranno e rinnoveranno nelle Terre e Stati dell'obbedienza d'ambe le Parti dei Bandi , che proibiſcano eſpreſſamente di far uſo in qualunque maniera di ſimili Commiſſioni ô Lettere di rappreſaglia ſotto l' enunciata pena , che dovrà ſeveramente eſeguirſi contro i traſgreſſori , oltre l'intera reſtituzione , che ſaranno tenuti di fare â quei , ch' eſſi avranno danneggiati . Nè potranno in avvenire darſi da veruna delle Parti lettere di rappreſaglia â pregiudizio de' ſudditi dell' altra ; se non in caſo ſolamente di manifeſto rifiuto della giuſtizia ; il quale per altro

tro non potrà dirſi verificato ; se l'iſtanza e riclamo di colui , che domanda le dette rappreſaglie , non ſia prima comunicata al Miniſtro , ô in ſua aſſenza al Conſole , che ſi ritroverà riſiedere ne' Dominij per parte di quello Stato, contro i di cui ſudditi ſaranno eſſe domandate ; affinchè nel termine di quattro Meſi , ô piutoſto se ſarà poſſibile , abbia egli luogo d' informarſi del contrario , ô procurare il compimento di giuſtizia , che ſarà dovuta.

XXXVII.

S'Egli mai avveniſſe , che qualche Vaſcello da Guerra ô Mercantile di una delle Parti venga â naufragare per tempeſta ô altro accidente preſſo le Spiagge dell'altra ; per quello riguarda i Regni delle Due Sicilie , il Conſole ô Vice-Conſole , che riſiede ne' luoghi ô nel ſito più vicino , avrà cura di far porre in ſalvo il Vaſcello e ſuoi effetti , con-

forme all'uſo antico e generale : e per quello concerne le Terre e Dominij de' Signori Stati Generali , ſi farà lo ſteſſo mediante le perſone , â cui reſta confidata tale incombenza : e detti Vaſcelli, ſuoi arredi , beni e Mercanzie , come ancora il prodotto degli effetti ſalvati, e che ſaranno ſtati venduti per impedirne il guaſto e la perdita ; e generalmente tutto ciò , che ſarà ſtato ſalvato, dovrà reſtituirſi ſenza formalità di Proceſſo : purchè vengane fatta la richieſta fra un Anno e giorno dai Proprietarij ô altri che da eſſi ne abbiano incarico e facoltà ; e ciò ſenza pagarſi per queſto alcun diritto al Fiſco del Portolano ô â qualunque altro : mà pagandoſi ſolamente le ragionevoli ſpeſe , e tutto ciò che reſterà regolato trà le dette Parti per Diritto di ſalvamento : ſenzachè, ſotto preteſto di altri preteſi diritti da qualunque Signore particolare ô dagli abitanti di qualſivoglia luogo dell' uno ô dell'altro Stato , poſſa altronde ritenerſi

nerſi nulla de' detti Vaſcelli. Ed in caſo di contravenzione al preſente Articolo, promettono le Parti d'impiegare efficacemente la loro autorità per far punire con tutta la poſſibile ſeverità coloro, che ſi troveranno colpevoli di qualche diſordine sù queſto punto. Che se gli effetti ſalvati dal Naufragio foſſero ſtati traſportati fuori da un Paeſe, che non ſia punto del dominio di quella delle Parti, preſſo le di cui Terre e Stati è ſeguito il Naufragio; e che il Comandante ô Padrone del Vaſcello naufragato voglia fare traſportare tali effetti di là in altri Paeſi ſituati fuori di detti Stati; non ſi pagherà diritto alcuno ô peſo per gli medeſimi effetti: mà se il detto Comandante ô Padrone giudicaſſe â propoſito di vendervi i detti effetti; dovrà pagarne i diritti che ne ſono dovuti; defalcando il danno e la perdita ſofferta. Che se poi gli eſpreſſati effetti ſono ſtati caricati nelle Terre di quella delle Parti, nelle di cui

ſpiagge

ſpiagge hanno i Baſtimenti pericolato; e che gl' intereſſati giudicaſſero bene di non farli uſcire ; mà di laſciarveli e venderli : in tal caſo dovranno loro reſtituirſi i diritti di eſtrazzione, che ne ſieno ſtati pagati.

XXXVIII.

NOn daranno le Parti Contrattanti ricovero ne' paeſi di loro dominio ad alcun Pirata ô Corſaro qualunque ſiaſi; ma li faranno inſeguire, gaſtigare, e cacciare da loro Porti : ed i Baſtimenti depredati , nullameno che gli effetti tolti da tali Pirati ô Corſari , che ſi ritroveranno eſiſtere dopo la preda fattane; ſaranno ſubito e ſenz' altra formalità di Proceſſo reſtituiti liberamente a' Proprietarij , che li riclameranno.

I ſud-

XXXIX.

I ſudditi delle Parti Contrattanti potranno ne' Paeſi e negli Stati reſpettivi diſporre de' loro beni per Teſtamento, donazione, ô in qualunque altra maniera : ed i loro eredi ſudditi di una delle due Parti, che dimoreranno nelle Terre dell' altra, ô anche altrove, potranno raccorre la loro eredità anche *ab inteſtato*, ſia per se medeſimi, ſia per mezzo di loro Procuratore ô Commiſſionato ; ſebbene non abbiano eſſi ottenuta alcuna Patente di naturalizzazione: ſenzache poſſa loro eſſere contraſtato l'effetto di queſta Commiſſione ſotto preteſto di qualche diritto ô prerogativa di Provincie, Città, ô perſone private. E se gli Eredi, â quali ſaranno ricadute le ſucceſſioni, foſſero in minorità; i Tutori ô Curatori, ſtabiliti da' Giudici del domicilio de' predetti Minori, potranno regolare, governare, amminiſtrare, vendere ed alienare i beni, a' quali

quali ſaranno ſucceduti i medeſimi Minori , e generalmente potranno eſercitare , riguardo â tali eredità e beni , tutt'i diritti e funzioni , che appartengono ai Tutori e Curatori , ſecondo la diſpoſizione delle leggi : la qual per altro non potrà aver luogo , se non se nel caſo , in cui il Teſtatore non aveſſe nominati per teſtamento , codicillo , ô per altro legittimo iſtrumento , i Tutori ô Curatori.

XL.

POtranno in ogni tempo le Parti Contrattanti far coſtruire , equipaggiare , ô noleggiare ne' Paeſi l'una dell'altra tal numero di Vaſcelli , che meglio loro ſembrerà , ô ſia per la guerra ô ſia pel Commercio : come altresì comperare tal quantità di Munizioni da guerra , di quanta farà loro di biſogno : purchè però il Sovrano degli Stati , da' quali ſi vorranno eſtrarre i ſudetti Vaſcelli ô Munizioni

nizioni da guerra, non ne aveſſe biſogno per ſuo proprio uſo, e non foſſe per tal cagione obligato di proibirne l'eſtrazzione. Fuori di queſto caſo i reſpettivi Sovrani impiegheranno la loro autorità, affinchè il detto traffico di Vaſcelli, e compra di Munizioni ſi faccia di buona fede ed â prezzo ragionevole: ſenzache le Parti poſſano accordare il medeſimo permeſſo â Nemici dell'una ô dell'altra, nel caſo che tali Nemici foſſero gli Aggreſſori. Ben inteſo però, che se l'una delle Parti Contrattanti vorrà far coſtruire de' Baſtimenti, dovrà nelle forme farſene l'iſtanza al Governo.

XLI.

OGni una delle Parti Contrattanti potrà ſtabilire de' Conſoli ô Vice-Conſoli ne' reſpettivi Porti, ove occorre Commercio, e dove poſſano approdare baſtimenti, mà non già nelle Città interiori degli Stati, nulla più che ne' piccioli

cioli Porti, ne' quali non troviſi alcun Traffico. E detti Conſoli ô Vice-Conſoli vi goderanno i medeſimi privilegij ed immunità, di cui godono i Conſoli della Nazione la più favorita.

I medeſimi ſi dovranno contentare de' Diritti, che i loro Sovrani gli accorderanno; ſenza potere eſigerne di vantaggio; e se ſi farà lagnanza, ch' eſſi ne eſigeſſero de' maggiori, i Sovrani vi porranno ordine.

Che se qualcuno de' Sudditi d' ambe le Parti veniſſe â morire *ab inteſtato*, e ſenz'avere ſtabiliti sull'Eredità gli opportuni Amminiſtratori, Tutori ô Curatori; il Conſole della Nazione formerà inventario de' beni, effetti, e Scritture del Defonto, coll' aſſiſtenza di due ô tre Mercanti della ſua Nazione â propria ſcelta, ed il Cancelliere della Nazione li reſtituirà â quei, che vi avranno diritto.

Si avrà l'attenzione da una Parte e l'altra di nominare per Conſoli ne' Stati reſpettivi,

ſpettivi, come ſi è detto di ſopra, de' proprij Sudditi Naturali: Che se una delle Parti Contrattanti nominerà per ſuo Conſole negli Stati dell'altra un Suddito di queſta; ſarà in libertà di queſt'ultima di ammetterlo ô ricuſarlo.

XLII.

SE per innavvertenza ô in altra guiſa accadeſſe qualche inoſſervanza, ô contravenzione al preſente Trattato, per parte di uno dei due Contrattanti, ô de' loro ſucceſſori; non laſcerà già perciò egli di ſuſſiſtere in tutto il ſuo vigore; ſenzache per ciò ſi devenga alla ruttura della confederazione, amicizia, e buona corriſpondenza: mà più toſto ſi darà riparo prontamente alle ſudette Contravenzioni: e se queſte procedeſſero per colpa ô mancanza di qualche ſuddito particolare, ne ſarà egli punito e gaſtigato.

XLIII.

E Per meglio aſſicurare nell'avvenire il Commercio e l'Amicizia tra' Sudditi di ambe le Parti ; ſi è convenuto, che se in appreſſo ſopravveniſſe qualche interruzzione di Amicizia , ô pure un'aperta rottura tra le due Parti; verranno ſempre accordati â Sudditi reſpettivi due Anni di tempo dopo una tal rottura , per vendere i loro beni ed effetti ; ô ritirarſi co' medeſimi , e traſportarli con piena libertà ove meglio loro ſembrerà ; ſenzache poſſa loro darſene impedimento alcuno , nè procederſi , durante il tempo de' prefati due Anni , ad alcun ſequeſtro de' loro effetti , e molto meno all'arreſto di loro perſone.

XLIV.

SI preverrà da entrambe le parti , per quanto ſarà poſſibile , tutto ciò che poteſſe

poteſſe in qualunque ſiaſi maniera impedire diretta ô indirettamente l'eſecuzione del preſente Trattato ; e ſpezialmente degli Articoli II. e III., ed alle menome querele , che se ne faceſſero , ſi obliga l'una e l'altra parte â darvi ô farvi dare immediatamente riparo . E se fuori di ogni aſpettativa ſi trovaſſe, che qualche articolo del preſente Trattato non foſſe con baſtante chiarezza eſpreſſo ô ſtipulato , ſi procurerà di rimediarvi più preſto che ſarà poſſibile.

XLV.

TUtti gli Articoli contenuti in queſto Trattato ſaranno oſſervati non oſtante qualunque ſianſi Ordinanze contrarie, che poteſſero aver luogo nelle Terre e Stati delle Parti Contrattanti.

XLVI.

SOno inoltre i Contrattanti rimaſti d'accordo , che , ſiccome queſto Trattato non

non hà altro ogetto , che il vantaggio e ſicurezza del Commercio de' reſpettivi ſudditi ; non ſi potrà giamai , in virtù della preſente Convenzione , trarre alcuna conſeguenza riſpetto agli oblighi, che riſultano dai Trattati di Munſter del 1648. , e dell' Aja del 1650. ; riguardo ai quali le Parti Contrattanti rimarranno aſſolutamente nel loro intiero : promettendoſi vicendevolmente l'una all'altra nella più forte maniera, di non far mai alcun uſo di qualunque omiſſione , che poteſſe ritrovarſi â queſto riguardo nel preſente Trattato , ô di alcuna ſtipulazione generale , convenzione od accordo , che riſpetto al Commercio e Navigazione ſono ſtati regolati e conchiuſi col preſente Trattato in favore de' riſpettivi ſudditi.

XLVII.

IL preſente Trattato ſarà ratificato nel termine di trè meſi , ô più preſto, se

ſia

ſia poſſibile. Egli rimarrà in ſeguito publicato, verificato e regiſtrato reſpettivamente in tutte le Corti, Tribunali, e Luoghi, ove accoſtumanſi di fare tali publicazioni, verificazioni, e regiſtramenti.

In fede di che Noi Miniſtro Plenipotenziario di Sua Maeſtà il Rè delle Due Sicilie, e Deputati e Plenipotenziarij delle loro Alte Potenze i Signori Stati Generali, in virtù delle Facoltà conferiteci, e delle reſpettive autorità, abbiamo in loro ſteſſo nome ſottoſcritte le preſenti con noſtre Firme ordinarie e conſuete, ed â quelle abbiamo fatto apporre i Sigilli delle noſtre Armi. Fatto all'Aja il dì Ventiſette Agoſto Mille Settecento Cinquantatrè.

(L.S.) Il Conte di Faulon Finocchietti.

(L.S.) W. R. V. Heckeren.
(L.S.) W. Bentinck.
(L.S.) P. Steyn.
(L.S.) P. Mogge Van Reneſſe.
(L.S.) D'Ablaing-Gieſſenburgh.
(L.S.) G. Van Itſma.
(L.S.) A. L. V. Pallandt.
(L.S.) G. de Valcke.

FOR-

FORMOLARIO

DI PASSAPORTO O LETTERE

Che dalle Città e Porti di Mare delle Provincie Unite debbono ſomminiſtrarſi ai Baſtimenti e Barche, che ne ſortiranno, in conformità dell'Articolo XXVI. del preſente Trattato.

(L. S.)

Per ordine degli Alti, e Potenti Signori gli Stati Generali delle Provincie Unite de' Paeſi-Baſſi.

AI Sereniſſimi, Illuſtriſſimi, Illuſtri, Poderoſiſſimi, Poderoſi, Nobiliſſimi, Nobili, Riſpettabili, e Prudenti Signori, Imperatori, Rè, Republiche, Principi, Duchi, Conti, Baroni, Signori, Borgomaſtri, Scabini, Conſiglieri, Giudici, Officiali, Giuſtizieri e Regenti di qualunque amica Città e Piazza, così Eccleſiaſtica che Secolare, da cui le preſenti Patenti ſi vedranno ô ſentiranno â leggere, Noi Borgomaſtri e Regenti della Città

facciam ſapere, qualmente

Ca-

Capitano ô Padrone del Baſtimento . . . . . hà in noſtra preſenza dichiarato con ſolenne giuramento, che il Baſtimento nominato . . . . . della portata di . . . . . Tonnelate ô Botti, sul quale egli attualmente ritrovaſi Padrone ô Capitano, appartiene â perſone inabitanti delle Provincie Unite, ed in cui i Sudditi di veruna Potenza Nemica non vi hanno diretta ô indirettamente parte ô porzione alcuna : così Iddio voglia preſtargli ajuto. E ſiccome con piacere noi vedremo il detto Padrone ô Capitano di Baſtimento ſoccorſo nelle ſue giuſte occorrenze ; così vi richiediamo tutti in generale ed in particolare, che ove il mentovato Padrone ô Capitano approderà col ſuo Baſtimento ed effetti, piacciavi di benignamente accoglierlo, e doveroſamente trattarlo, ammettendolo col pagamento de' ſoliti diritti di Dazij ed altre ſpeſe, dentro ô preſſo de' voſtri Porti, Fiumi, e Dominij;

ſenza impedirlo di Navigare, paſſare, frequentare, e trafficare là e dove egli giudicherà meglio convenirgli: del che Noi volentieri ve ne rimoſtraremo la noſtra riconoſcenza. In teſtimonio di che abbiam quì fatto apporre il Sigillo di noſtra Città.

RA-

RATIFICA

DE'

SIGNORI STATI GENERALI.

GLi Stati Generali delle Provincie Unite de' Paeſi-Baſſi â tutti quei, che le preſenti oſſerveranno, ſalute. Avendo oſſervato ed eſaminato il Trattato di Commercio conchiuſo e ſottoſcritto quì all'Aja il dì ventiſette Agoſto del Mille Settecento Cinquantatrè trà Sua Maeſtà il Rè delle Due Sicilie, e Noi, il tenor del qual Trattato è il ſeguente:

Quì deve inſerirſi il ſudetto Trattato.

L'abbiam Noi gradito, approvato e ratificato, ed in virtù delle Preſenti gradimo, approviamo e ratificamo il detto Trattato quì ſopra traſcritto. Promettendo in ſeguito ſinceramente e di buona fede di oſſervarlo, adempirlo, e porre in eſecuzione tutti e ciaſcuno

de' ſuoi Articoli, ſenza contravenirvi diretta ô indirettamente in qualunque ſiaſi maniera.

In Fede di che abbiamo fatte autenticare le preſenti col Noſtro gran Sigillo, le abbiamo fatte ſottoſcrivere dal Preſidente di Noſtra Aſſemblea, e rubricare dal Noſtro Greffier.

All' Aja il dì ventiſette Novembre Mille Settecento Cinquantatrè.

I. Van Wtenhove.

D' ordine de' Sudetti Signori Stati Generali.

H. FAGEL.

ESTRAT-

ESTRATTO

DAL REGISTRO

Delle Riſoluzioni delle LL. AA. PP. gli Stati Generali delle Provincie Unite.

Lunedì 3. Decembre 1753.

AVendo avuto rifleſſo alla precedente deliberazione sull'Articolo 47. del Trattato di Commercio frà S. M. il Rè delle due Sicilie, e le LL. AA. PP. de' 27. Agoſto proſſimo paſſato conchiuſo quì all'Aja; ſi è altresì riſoluto, che il medemo Trattato ſarà publicato, verificato, e regiſtrato dalle LL. AA. PP. in tutte le Corti ed altri luoghi dove ſempre ſi è pratticato farſi ſimili Publicazioni, Verificazioni e Regiſtrazioni: come anche ratificato ſarà il medeſimo Trattato, e cambiati gli Atti della Ratificazione. Si è riconoſciuto inoltre con-

convenevole, che quando il ſopradetto Trattato ſarà ſtato publicato, ſarà parimente ſtampato e ſpedito per eſſere publicato, e tal Publicazione reſterà affiſſa da per tutto dove ſarà uſo d'affiſſarſi, e publicarſi, affinchè chiunque cui appartiene poſſa ſecondo il medeſimo regolarſi. Sarà ancora l'Eſtratto della preſente Reſoluzione delle LL. AA. PP. per mezzo dell'Agente Van Byemont conſegnato al Signor Conte Finochietti Miniſtro di S. M. il Rè delle due Sicilie, per ſua intelligenza.

D. L. D. Kempenaer.

Concordato col ſudetto Regiſtro.

H. FAGEL.

D.CAR-

D. CARLO *per la grazia di DIO Rè delle Due Sicilie, di Geruſalemme &c. Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Caſtro &c. Gran-Principe Ereditario di Toſcana &c. &c.*

Plenipotenza del Rè Noſtro Signore al Suo Miniſtro all' Aja il Conte Finocchietti per concordare, e concbiudere un Trattato di Commercio, e Navigazione colle LL. AA. PP. gli Stati Generali delle Provincie Unite.

DEſiderando Noi di procurare con tutt' i mezzi poſſibili i vantaggi del Commercio â noſtri fedeli ed amati Sudditi : abbiamo ſtimato niente poter maggiormente contribuire ad un ogetto così importante, che lo ſtabilimento di un Trattato di Commercio tra Noi e gli Alti e Potenti Signori Stati Generali delle Provincie Unite de' Paeſi Baſſi, con

con i quali desideriamo di sempre più stringere i nodi dell'Amicizia, che felicemente sussiste trà la Nostra Corona, ed il loro Stato, e promuovere l'utile di ambedue le Nazioni.

Quindi affidati Noi all'intelligenza, esperienza, zelo ed amore al Nostro Real Servigio di Voi D. Giuseppe Conte di Faulon Finocchietti Colonnello ne' Nostri Eserciti, e Nostro Ministro Plenipotenziario presso le AA. LL. PP., abbiamo giudicato conveniente destinarvi e nominarvi con ampla Autorità e Plenipotenza; affinchè col Ministro ô Ministri Plenipotenziarij dichiarato ô dichiarati dalle LL. AA. PP. con ugual facoltà ed autorità, possiate in buona e dovuta maniera trattare, conchiudere, ed effettuare il mentovato Trattato di Commercio e Navigazione â reciproco vantaggio e convenienza de' respettivi Sudditi. Promettendo, come in effetto promettiamo in vigore della presente, sulla Nostra Fede e Real Parola, che ammetteremo e compiremo

piremo per ſempre in avvenire , non ſolo Noi , mà i Noſtri Succeſſori altresì , tutto ciò che ſtipularete co' menzionati Miniſtro ô Miniſtri Plenipotenziarij delle AA. LL. PP. per l' effettuazione dell' anzidetto Trattato di Commercio e Navigazione . Obligandoci ad oſſervarlo eſattamente , e far sì che ſi oſſervi ; ſenza contravenirvi , nè conſentire , che in alcuna maniera , diretta ô indirettamente vi ſi controvenga.

A tal effetto , e per tutto ciò che poſſa neceſſariamente occorrere , vi diamo e concediamo tutto il Potere , Autorità , e Facoltà , che ſi ricerca : accertandovi che l'approvaremo e ratificaremo tra 'l termine , che ſcambievolmente ſi rimarrà d'accordo.

In fede di che ordiniamo che ſi ſpediſca, ed in effetto ſpediamo la preſente ſoſcritta di Noſtro Pugno , munita del Noſtro Real Sigillo , e rubricata dal Noſtro infraſcritto Conſigliere e Segretario

di Stato e del Dispaccio. Portici 3. Ottobre 1752.

IO IL RE.

Loco del Sigillo.

Gio: Fogliani di Aragona.

D.CAR-

D. CARLO *per la grazia di DIO Rè delle Due Sicilie, di Geruſalemme &c. Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Caſtro &c. Gran-Principe Ereditario di Toſcana &c. &c.*

AVendo Noi oſſervato e fatto maturamente eſaminare un Trattato di Commercio e Navigazione, che l'Illuſtre Conte D. Giuſeppe de Faulon Finocchietti Colonello ne' Noſtri Eſerciti e Miniſtro Noſtro Plenipotenziario preſſo i Noſtri Cariſſimi e Grandi Amici i Signori Stati Generali delle Provincie Unite de' Paeſi Baſſi, hà ultimamente, in virtù di Plenipotenza da Noi datagliene conchiuſo,

Ratifica del Re Noſtro Signore.

ſo , ſtipolato , e ſottoſcritto all'Aja ſotto il dì 27. Agoſto proſſimo paſſato, con gl' Illuſtri Heckeren , Bentinck , Steyn, Van-Reneſſe, D'Ablaing-Gieſſenburgh , Van-Itsma , Van-Pallandt , e de Valcke , in qualità di Deputati e Plenipotenziarij de' medeſimi Signori Stati Generali , ed in virtù di loro reſpettive Plenipotenze : del qual Trattato se ne inſeriſce quivi il preciſo tenore:

Quì deveſi inſerire tutto intiero il Trattato.

Ed eſſendo il ſudetto Trattato di Commercio e di Navigazione di pieno Noſtro gradimento in tutti e ciaſcuno de' punti ed Articoli , che vi ſono contenuti e dichiarati ; li abbiamo accettati, approvati , ratificati e confermati , tanto per Noi , che per gli Noſtri Eredi, Succeſſori, Regni, Paeſi, Terre, Dominij e Sudditi: e con effetto in virtù delle preſenti ſottoſcritte di Noſtra Mano li accettiamo, approviamo, ratifichiamo, e confermamo : promettendo in Fede e Noſtra Real Parola , ſotto l'obligo ed ipoteca

teca de' Noſtri Beni preſenti e futuri, di mantenere il tutto ed inviolabilmente oſſervarlo : ſenza mai far coſa in contrario nè direttamente nè indirettamente di neſſuna ſorte e maniera.

In teſtimonianza di che abbiamo alle preſenti fatto apporre il Noſtro Real Sigillo : ed abbiamo ordinato che le medeſime ſieno firmate e rubricate dall'infraſcritto Noſtro Conſigliere di Stato, e Primo Segretario di Stato , Guerra e Marina . Date in Portici â 16. Ottobre 1753.

Sottoſcritte CARLO.

(L. S.)

Gio: Fogliani di Aragona.

D.CAR-

D. CARLO *per la grazia di DIO Rè delle Due Sicilie, di Gerusalemme &c. Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro &c. Gran-Principe Ereditario di Toscana &c. &c.*

Formolario del Passaporto ô lettere di Mare da spedirsi per gli Vascelli ô Bastimenti di altra sorte, di Bandiera di S. M. Siciliana, secondo richiedesi nell'Articolo XXVI. del presente Trattato.

A Tutti quei, che le presenti Nostre Lettere vederanno, vogliamo che sia noto e palese, qualmente â

Nostro Suddito, Naturale della Città ô Terra di

Padrone ô Conduttore della Nave ô Bastimento detto

del Carico di Tonnellate in circa, e che al presente ritrovasi già fornito di Merci non proibite

nel

nel Porto ô Spiaggia di ; accordato abbiamo il Congedo e Permeſſo di ſortirne ed incaminarſi verſo e forſe in altre Spiagge, ſecondo richiederà l'opportunità ed il vantaggio de' Traffichi. Purchè prima della ſua partenza faccia ſolenne giuramento avanti chi convenga; qualmente il detto Baſtimento, di cui n'è egli attualmente il Padrone ô Conduttore, appartiene ad uno ô â più de' Noſtri Sudditi: del che ne ſarà quì appreſſo unito Atto autentico. Come altresì di oſſervare e fare oſſervare da quei del ſuo Equipaggio le Ordinanze e Regolamenti della Noſtra Marina e Navigazione; e di mantenere un Rollo firmato e verificato, contenente i Nomi, Cognomi, Patria, e Dimora di tutti quei che compongono il medeſimo ſuo Equipaggio, e che vi ſono â bordo: e che in qualunque Porto ô Spiaggia, ov'egli entri col ſuo Baſtimento, eſibirà agli Officiali e Giudici della Marina il preſente Noſtro

Come ſarebbero ô i Miniſtri del Supremo Magiſtrato del Commercio, ô del Tribunale del Conſolato, ô degli Officiali dell' Ammiralità.

ſtro Permeſſo e Congedo ; e farà loro ſedel rapporto di quanto gli ſarà occorſo nel ſuo vaggio ; portando ſempre , durante il medeſimo , il Noſtro Padiglione , Arme , ed Inſegne.

Ciò premeſſo , ſiccome deſideriamo , che il detto Padrone di Baſtimento venga ajutato in tutte le ſue giuſte occorrenze ; così preghiamo ed incarichiamo reſpettivamente in generale ed in particolare , tutti quei , co' quali s'incontrerà , ô ne' di cui Porti ô Spiagge arriverà col ſuo Carico , che loro piaccia di benignamente riceverlo , e doveroſamente trattarlo ; permettendogli di Navigare , paſſare , frequentare , e trafficare ovunque più gli convenga : non ſolo ſenza moleſtia veruna , detenzione, ô impedimento ; mà colle attenzioni ancora di una corteſe benevolenza : nel che incontreranno da Noi e da' Noſtri una perfetta corriſpondenza.

Ed in fede di tutto ciò abbiamo alla preſente fatta apporre la Noſtra Firma, col

Si-

Sigillo delle Noſtre Armi, e rubricare dal Noſtro Segretario di Stato negli Affari di Marina. Dato &c.

Formolario dell' Atto concernente l' accennato Giuramento.

Noi Sottoſcritti NN. certifichiamo qualmente NN. Padron del Baſtimento eſpreſſo nel Paſſaporto, come ſopra, hà preſtato il Giuramento in quello menzionato. Dato &c.

CAROLUS *DEI gratia utriuſque Siciliæ, & Hieruſalem Rex, Infans Hiſpaniarum, Dux Parmæ, Placentiæ, & Caſtri, ac Magnus Princeps Hæreditarius Hetruriæ.*

Regens, & Judices M.C. Vicariæ.

Bando per la Publicazione del Trattato.

AVendo la Maeſtà del Rè noſtro Signore (che Iddio ſempre feliciti) ultimato, e firmato all'Aja un Trattato di Commercio, e Navigazione colla Republica di Olanda, e delle LL. AA. Potenze gli Stati Generali delle Provincie Unite, ſi è compiaciuta con ſuo Real Ordine ſpedito nel dì 8. del corrente meſe per ſua Real Segreteria di Stato, Marina, e Guerra, dare il Sovrano

vrano Comando del tenor ſeguente v3. = Eccellenza = Eſſendoſi fin da 27. Agoſto dell' anno proſſimo paſſato 1753. ultimato, e firmato all' Aja un Tratta- di Commercio, e Navigazione tra il Rè noſtro Signore, e la Republica di Olanda, e quindi colà parimente cambiateſi le ratifiche di S. M., e delle LL. AA. Potenze gli Stati Generali delle Provincie Unite ſotto il dì 27. Novembre dell' anno ſteſſo; Hà riſoluto la M. S. di far ciò intendere a tutti in generale, affinchè ſi debba tenere, come ſi tiene, non ſolo per aſſicurata e ſtabilita una buona e ſincera amicizia trà il Rè noſtro Signore, e le LL. AA. Potenze, per tutti i Regni, Paeſi, Terre, Signorie, Sudditi, e Vaſſalli reſpettivi; ma che per mezzo altresì di queſto Trattato di Commercio e Navigazione, i reſpettivi Sudditi goderanno ancora del convenuto negli Articoli di detto Trattato nella maniera ivi eſpreſſa per tutto ciò, che riguarda la Navigazione e Com-

mercio , che potranno farvi i Sudditi d'ambe le parti reciprocamente con tutta ſicurezza , e libertà , tanto per Mare, quanto per Terra, mantenendo aperta , e libera corriſpondenza , portando, ed introducendo le loro Mercanzie per le vie di Mare , e Terra ne' reſpettivi Regni, Paeſi, Stati, e Dominij , e tutto in conformità del preciſo contenuto nell' eſpreſſato Trattato di Commercio, e Navigazione . In conſeguenza ſi comanda per parte di S. M. a tutti i Sudditi , e Vaſſalli , che d'ora in avanti guardino , adempiano , ed oſſervino detto Trattato di Commercio , e Navigazione nella forma contenuta nel medeſimo , e ciò inviolabilmente ſenza alcuna controvenzione , e ſotto la pena di eſſerne ſeveramente puniti , come infrattori di quello , e perturbatori della publica quiete ; Onde affinchè niuno poſſa pretendere , nè allegare cauſa d'ignoranza, m'ordina il Rè di prevenire a V.E., che diſponga, reſti non ſolo con le con-

ſuete

ſuete ſollennità eſeguita la publicazione del ſudetto Trattato di Commercio, e Navigazione conchiuſo, e ratificato tra la M. S., e le LL. AA. PP., gli Stati Generali delle Provincie Unite, ma venga altresì letto, e publicato ne' luoghi ſoliti, ed ove più convenga il preſente Real decreto per la puntuale, ed intiera oſſervanza del Trattato medeſimo. Coerentemente a ciò ſi ſervirà l' E. V. rimettermi atto autentico della reſpettiva publicazione, e lettura di tal Trattato, e Decreto per la Sovrana intelligenza, e per l'uſo, che poſſa occorrere. Portici 8. Giugno 1754. Il Marcheſe Fogliani. Signor Principe di Centola. Onde per adempire a tal Real Ordine, ed acciocchè tal Trattato di Commercio, e Navigazione venga a notizia di tutti, ſi è fatto il preſente Bando, col quale diciamo, e in nome di S.R.M. comandiamo a tutte, e qualſivogliano perſone d'ogni ſtato, e grado ſianſi, che da oggi avanti inteſi di tal Real diſpo-

ſizione

ſizione procurino adempire, e oſſervare inviolabilmente quanto vien' eſpoſto in detto Real Diſpaccio ſotto pena d'eſſer ſeveramente puniti, come infrattori, e perturbatori della publica quiete ſotto quelle pene, che ſtimerannoſi più proprie, e corriſpondenti a ſimil delitto. Ed affinchè non ſi poſſa allegar cauſa d'ignoranza vogliamo, che ſi publichi, e affigga per tutti i luoghi ſoliti, e conſueti di queſta Città, e ſuoi Borghi a ſuon di Tromba nella forma ſolita. Vicaria li 12. Giugno 1754.

IL PRINCIPE DI CENTOLA REG.

Onofrio Scaſſa. Giuſeppe Verduſij.
Saverio Sabbatini. Giulio Mirabelli.
Diego Ferri. Giuſeppe Caravita.
Pier M. Sanviſente.

Emmanuele Cioffi Avvocato Fiſcale della G. C. della Vicaria.
Nicolò Garofano Avvocato Fiſcale della G. C. della Vicaria.
Sigiſmondo Savaſtano Segretario.
Michele Tufano Sollecitatore Fiſcale di Vicaria.

A dì 15. Giugno 1754. Io Paſcale Moccia Lettore delli Regj Bandi dico d' aver publicato il retroſcritto Bando con li Trombetti Regali nelli luoghi ſoliti, e conſueti di queſta Fedeliſſima Città di Napoli.
Paſcale Moccia.

Digitized by Google